

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025/03490 du 02 septembre 2025

**autorisant l'établissement public RATP à exploiter un dépôt-bus
situé au 36 rue Pierre et Marie Curie sur la commune d'Ivry-sur-Seine (94 200)**

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre I^{er} et le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- VU** le décret du 06 novembre 2024 portant nomination du préfet du Val-de-Marne, monsieur Étienne STOSKOPF ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la décision n°F-011-21-C-0166 après examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale en date du 21 janvier 2022, de laquelle il ressort que le projet d'adaptation du centre bus RATP n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation d'adapter son centre bus, située au 36 rue Pierre et Marie Curie – 94 200 Ivry-sur-Seine, produit à l'appui de la demande ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} mars 2023 déclarant le dossier conforme aux dispositions des articles R. 181-13 à R. 181-15 et D. 181-15-1 à D. 181-15-10 du code de l'environnement ;

- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2023/02022 en date du 02 juin 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours consécutifs du 26 juin 2023 au 10 juillet 2023 inclus sur le territoire des communes d'Ivry-sur-Seine, Paris 13^{ème}, Villejuif, Le Kremlin-Bicêtre et Vitry-sur-Seine ;
- VU** l'absence d'avis des conseils municipaux des communes d'Ivry-sur-Seine, Paris 13^{ème}, Villejuif, Le Kremlin-Bicêtre et Vitry-sur-Seine ;
- VU** l'avis du commissaire-enquêteur du 07 août 2023 ;
- VU** le courrier d'observations RATP du 12 avril 2024, relatif à la 1^{ère} version du projet d'arrêté préfectoral, l'analyse de l'inspection de ces observations transmises à l'exploitant par courriel du 14 juin 2024, et les conclusions des échanges ultérieurs ;
- VU** le rapport d'étude du CNPP du 05 mars 2025 « Étude de propagation du feu dans un remisage de bus GNV » transmis par la RATP dans le cadre des échanges avec l'Inspection des installations classées lors de l'instruction de la demande ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 juin 2025 proposant le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) lors de sa séance du 24 juin 2025 ;
- VU** le courrier du 16 juillet 2025 par lequel il a été transmis à la RATP le projet d'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter un dépôt bus situé 36 rue Pierre et Maris Curie à Ivry-sur-Seine et l'informant de la possibilité qui lui était offerte de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU** la réponse de l'exploitant en date du 1er août 2025 ;

CONSIDÉRANT le projet porté par la RATP, dont le but est d'accueillir des bus fonctionnant au gaz naturel, constitue une modification substantielle des installations du centre de remisage des bus ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'autorisation est complet et régulier ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT les avis des services et collectivités précités, dont les modalités de prises en compte sont mentionnées dans le rapport du 10 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT l'avis du commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a apporté des changements au projet de nature à modifier la prévention des risques et des nuisances liés à l'exploitation des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation prescrites dans le présent arrêté participent à la limitation des nuisances, dangers et inconvénients que peuvent présenter lesdites installations pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), ci-après dénommée l'exploitant, enregistrée au R.C.S. de Créteil sous le numéro SIRET 775 663 438 01906 dont le siège social est situé à LAC B916 – 54 quai de la Râpée – 75 599 Paris cedex 12, est autorisée à exploiter les installations sises 36 rue Pierre et Marie Curie 94 200 IVRY-SUR-SEINE, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et des dispositions techniques particulières de ses annexes I et II.

Les dispositions de l'annexe I visées en annexe III sont applicables selon le calendrier spécifié.

Article 2 - Mise à jour de l'étude de dangers

Sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant remet une mise à jour de l'étude de dangers

- prenant en compte la contribution des jets enflammés issus des fusibles thermiques dans les scénarios d'incendie de bus, notamment en ce qui concerne la propagation inter-bus ;
- mettant en œuvre, pour les scénarios d'explosions de conteneur compresseurs, une méthodologie adaptée aux modélisations d'explosions confinées.

Le cas échéant, des dispositions techniques et/ou organisationnelles nouvelles sont proposées et mises en œuvre.

Article 3 – Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence, de façon visible, à l'intérieur du site.

Article 4 – Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans, à compter du jour de la notification du présent arrêté, sauf cas prévus à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Article 5 – Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 6 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 7 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Créteil :

- 1) Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8 – Publicité


Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie d'Ivry-sur-Seine et peut y être consultée ;
- Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'Ivry-sur-Seine pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est adressé aux conseils municipaux à savoir : d'Ivry-sur-Seine, Paris 13^e, Villejuif, Le Kremlin-Bicêtre et Vitry-sur-Seine et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-de-Marne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, le maire de la commune d'Ivry-sur-Seine et la directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Le préfet du Val-de-Marne



Etienne STOSKOPF

ANNEXE I : DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	7
CHAPITRE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	7
CHAPITRE 1.2 - Nature des installations.....	7
CHAPITRE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
CHAPITRE 1.4 - Modifications et cessation d'activité.....	9
CHAPITRE 1.5 - Réglementation.....	9
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 2.1 - Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement des impacts.....	11
CHAPITRE 2.2 - Exploitation des installations.....	11
CHAPITRE 2.3 - Dangers ou nuisances non prévus.....	12
CHAPITRE 2.4 - Incidents ou accidents.....	13
CHAPITRE 2.5 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	13
CHAPITRE 2.6 - Programme d'autosurveillance.....	13
CHAPITRE 2.7 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	14
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	16
CHAPITRE 3.1 - Conception des installations.....	16
CHAPITRE 3.2 - Conditions de rejet.....	17
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	18
CHAPITRE 4.1 - Dispositions générales.....	18
CHAPITRE 4.2 - Prélèvements et consommations d'eau.....	18
CHAPITRE 4.3 - Collecte des effluents liquides.....	18
CHAPITRE 4.4 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	19
CHAPITRE 4.5 - Autosurveillance des rejets et prélèvements en eau.....	27
TITRE 5 - DÉCHETS.....	28
CHAPITRE 5.1 - Dispositions générales.....	28
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES.....	29
CHAPITRE 6.1 - Dispositions générales.....	29
CHAPITRE 6.2 - Niveaux acoustiques.....	29
CHAPITRE 6.3 - Émissions lumineuses.....	31
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	32
CHAPITRE 7.1 - Dispositions générales.....	32
CHAPITRE 7.2 - Dispositions constructives et aménagements du centre bus.....	33
CHAPITRE 7.3 - Dispositifs de prévention des accidents.....	37
CHAPITRE 7.4 - Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles.....	42
CHAPITRE 7.5 - Dispositions communes d'exploitation.....	44
CHAPITRE 7.6 - Mesures de maîtrise des risques (MMR).....	47
CHAPITRE 7.7 - Moyens d'intervention en cas d'accident, organisation des secours et évacuation du personnel.....	48
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	53
CHAPITRE 8.1 - Utilisation de gaz naturel pour l'alimentation de véhicules – Transport, compression, stockage et distribution.....	53
CHAPITRE 8.2 - Station-service de distribution de gazole.....	67
CHAPITRE 8.3 - Ateliers de maintenance des bus.....	67
CHAPITRE 8.4 - Remisage intérieur.....	69
TITRE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES PENDANT LA PHASE CHANTIER.....	70

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les prescriptions des arrêtés ministériels concernant les rubriques à déclaration s'appliquent en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Sauf dispositions particulières énoncées dans présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques définies à l'article Article 1.2.1 - .

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE)

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Régime ¹	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
1413-1-a	A	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité) 1. Le débit total en sortie du système de compression étant : a) Supérieur ou égal à 2 000 m ³ /h	Station de compression composée de trois compresseurs d'une capacité unitaire de 2 000 Nm ³ /h (dont un de secours) permettant d'alimenter le stockage de GNC en bouteilles ou la charge rapide Capacité installée : 6 000 Nm ³ /h Capacité autorisée : 4 000 Nm ³ /h
1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Postes de charge 4 pompes de distribution gazole Volume annuel total distribué : 3 635 m ³ en 2021 Total : 3 635 m ³

¹A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement ; NC : Non classé ; BA : Bénéficie d'antériorité

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique	Nature et volume des activités
2930-1-b	DC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	<u>Hall de maintenance :</u> 3 865 m ²
4718-2-b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : [...] 2. Pour les autres installations b) Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	<u>Stockage tampon de gaz naturel comprimé (GNC) fixe constitué de bouteilles.</u> pouvant être constitué au maximum de 10 « skids » de 21 bouteilles de 150 litres soit 31 500 litres au total (sous une pression maximale de 275 bars) Capacité totale maximale autorisée : 10 tonnes

Article 1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrales n° 000 V 40, 000 V 5 et 000 U 114 d'une surface respective de 28 457 m², 967 m² et 2 132 m². La surface totale des parcelles concernée est de 31 556 m².

Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées

Le site est un centre de maintenance et de remisage de bus. Il comprend notamment :

- un bâtiment principal comprenant le remisage sous couvert, l'avitaillement, une machine à laver des bus (MAL), et l'atelier de maintenance ;
- des installations techniques liées à l'alimentation en gaz naturel comprimé (GNC) (poste d'alimentation, station de livraison, station de compression et de stockage, distributeurs de charge rapide, tuyauteries de transfert, etc.), pour les besoins des bus GNC ;
- une station-service gazole, composée d'une installation de stockage et de distributeurs de carburants, pour les besoins des bus gazole ;
- un remisage extérieur de bus ;
- un bâtiment annexe comprenant les locaux sociaux et bureaux administratifs ;
- un parking pour les véhicules légers (VL) et un parking moto.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'incidence

Les études d'incidence et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.4.2 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation, afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.4.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert, sur un autre emplacement, des installations définies au CHAPITRE 1.2 - du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.4.4 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage futur à prendre en compte, en cas de cessation d'activité, est un usage industriel, tel que décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

CHAPITRE 1.5 - RÉGLEMENTATION

Article 1.5.1 - Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
28/04/14	Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : DEVP1402549A]
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. [NOR : DEVP1025930A]
15/04/10	Arrêté 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : DEVP1001974A]
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets. [NOR : DEVP0773558A]

Dates	Textes
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation [NOR : DEVP0540371A]
04/06/04	Arrêté du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie [NOR : DEVP0430152A]
02/02/98	Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [NOR : ATEP9870017A]
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. [NOR : ENVP9760055A]
18/04/08	Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [NOR :DEVP0804223A] – applicable en ce qui concerne les réservoirs enterrés et les tuyauteries associés par le point 4.10.2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 15/04/10 [NOR : DEVP1001974A]

Article 1.5.2 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT DES IMPACTS

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 - Intégration dans le paysage

Article 2.1.2.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires, afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... y compris pendant la phase de travaux. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation ...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

Article 2.1.2.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.2 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.2.1 - Surveillance de l'établissement

Un gardien est présent 24h/24 sur le site. Le gardien est en mesure de surveiller les accès au site par le dispositif de vidéo-surveillance. En dehors des heures de travail, le gardien réalise régulièrement des rondes de jour comme de nuit.

La surveillance doit permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie. Un accueil est formalisé sur place pour la transmission des informations utiles et permettre notamment l'accès à toutes les parties du site.

Les différentes alarmes du site, prévues dans le présent arrêté, font l'objet d'un renvoi au tableau d'alarmes disposé dans le bureau du gardien.

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Un système d'astreinte est en place 24h/24h, par roulement du personnel et permet d'assurer les dépannages ainsi que la protection des personnes et des biens.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 2.2.2 - Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. En particulier, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,50 mètres.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de fermeture du site.

Article 2.2.3 - Circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

CHAPITRE 2.3 - DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Article 2.3.1 - Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.4.1 - Déclaration et rapport

Le rapport d'accident, ou d'incident sur demande de l'inspection des installations classées, visé à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, est transmis dans le délai maximal de 15 jours à l'inspection des installations classées, à compter de la date de l'évènement.

CHAPITRE 2.5 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.5.1 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvert par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et les autres arrêtés applicables ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.6 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 2.6.1 - Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

Les résultats d'autosurveillance des prélèvements et des émissions de l'ensemble des installations, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet GIDAF².

Les résultats d'autosurveillance sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.

Article 2.6.2 - Contrôle et analyses (inopinées ou non)

Sans préjudice des dispositions prévues à l'Article 2.6.1 - de la présente annexe, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores et de qualité de l'air. Le cas échéant, les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

²Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes

CHAPITRE 2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.7.1 - Documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Document à transmettre	Périodicité / échéances
Article 2.4.1 -	Déclaration des accidents et incidents	Échéance : dans les 15 jours suivant l'accident ou l'incident
Article 6.2.3 -	Rapport de mesure du niveau de bruit	Échéance : les mesures sont à réaliser 6 mois après la 1 ^{ère} mise en service des installations GNC puis tous les 3 ans.

Article 2.7.2 - Surveillance des installations

En application des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est notamment soumis aux contrôles suivants, sans préjudice des contrôles rendus nécessaire par la réglementation applicable par ailleurs :

Articles de la présente annexe	Contrôle / Maintenance	Périodicité / échéances minimales
Article 4.2.2 -	Contrôle des disconnecteurs d'eau	Périodicité : annuelle
Article 4.4.4.3 -	Entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Périodicité de contrôle : semestrielle Périodicité de la vidange et du curage : annuelle
Article 4.4.4.4 -	Contrôle et maintenance des dispositifs d'isolement des réseaux d'effluents, des pompes de relevage et de l'asservissement associé	Périodicité : annuelle
Article 4.5.2 -	Qualité des effluents aqueux	Périodicité : annuelle
Article 6.2.3 -	Contrôle des niveaux sonores	Échéance : six mois suivant la mise en service Périodicité : triennale
Article 7.2.3.1 -	Certificat d'essai de la résistance au feu des rideaux sectionnels situé dans une paroi REI 60 considérés comme MMR.	Échéance : avant l'acceptation au remisage intérieur des bus GNC
Article 7.3.2 -	Thermographie infrarouge	Périodicité : annuelle
Article 7.3.2 -	Installations électriques	Périodicité : annuelle
Article 7.3.4 -	Test de maintien en fonctionnement de l'alimentation électrique des ventilateurs de secours lors d'une coupure d'alimentation électrique.	Échéance : avant la mise en service de l'installation de compression de gaz naturel Périodicité : à définir par l'exploitant
Article 7.3.5.1 -	Détection concourant à la mise en œuvre automatique de mesures de maîtrise des risques et de dispositifs de lutte contre l'incendie : test complet de la chaîne de mise en sécurité	Échéance : avant la mise en service de l'installation de compression de gaz naturel Périodicité : annuelle
Article 7.3.5.3 -	Détection gaz	Périodicité : semestrielle

Articles de la présente annexe	Contrôle / Maintenance	Périodicité / échéances minimales
Article 7.7.2 -	Entretien des moyens d'intervention détenus en propre	Échéance : trois mois suivant la mise en service Périodicité : annuelle
Article 7.7.4 -	Réalisation des exercices d'évacuation	Échéance : trois mois suivant la mise en service. Périodicité : semestrielle
Article 8.1.1.3 -	Essais de mises en service	Échéance : avant la mise en fonctionnement des bornes de charge gaz
Article 8.1.1.4 -	Contrôle en service des installations	Périodicité : – mensuelle pour le contrôle visuel de la corrosion et de l'état général des équipements ; – annuelle pour la vérification des équipements, des tuyauteries et des vannes.
Article 8.1.4.2 -	Test d'un seul tenant de l'interruption automatique du remplissage des réservoirs de bus	Périodicité : annuelle

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

Article 3.1.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants en situation normale, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter, en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. Ils sont régulièrement curés. Ces opérations de curage sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées peut, en outre, demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances, notamment en cas de plaintes.

Article 3.1.4 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés ou toutes autres dispositions équivalentes) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Dans le cas de mise en œuvre de substances dangereuses (en particulier les COV³ dont les mentions de dangers sont les suivantes : H340, H350, H350i, H351 halogénés, H360D et H360F), des dispositions particulières sont prises pour substituer ces substances, ou limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitements, maîtrise des pressions relatives, etc.

CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

³Composés Organiques Volatils

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'implantation et le fonctionnement des installations est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau ainsi que les flux polluants et favoriser le recyclage.

CHAPITRE 4.2 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les installations industrielles consommatrices d'eau, notamment la machine à laver, disposent de dispositifs de mesure totalisateur indépendants.

Le cas échéant, l'exploitant est en mesure de différencier les volumes d'eaux consommés en appoint par apport du réseau d'adduction d'eau potable ou prélevé au milieu naturel, des eaux recyclées.

Les prélèvements sont relevés quotidiennement si le débit est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.2 - Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.3 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.4.1 - ou non conforme aux dispositions du CHAPITRE 4.4 - , de la présente annexe, est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.3.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, postes de relevage, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et étanches, et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.4 - Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1 - Identification des effluents

Dans l'attente de la réalisation des travaux de dévoiement des réseaux prévus par l'exploitant et décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, l'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (EP).
Elles sont dirigées vers le réseau eau pluvial du site puis rejetées dans l'ouvrage public de collecte, soit au niveau de la rue Pierre et Marie Curie, soit au niveau de la rue Barbès ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPP).
Elles sont issues des aires de stationnement extérieures, des voiries extérieures, des postes de distribution de carburant (gazole), et de la zone de collecte des eaux de ruissellement sur les

pistes et les installations de la zone de charge GNC, sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures. Elles sont rejetées après traitement dans l'ouvrage public de collecte, soit au niveau de la rue Pierre et Marie Curie, soit au niveau de la rue Barbès.

- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie).

Elles sont retenues au sein de l'établissement dans une capacité de rétention conforme aux dispositions de l'Article 7.4.2 - de la présente annexe. Elles seront contrôlées avant tout rejet dans l'ouvrage public de collecte, conformément aux dispositions de l'Article 4.4.10 - de la présente annexe.

- les eaux polluées industrielles (EI), issues des caniveaux des ateliers de maintenance, de la station de lavage, de la majorité des eaux récupérées dans le hall de remisage, de la distribution de charge en gaz et les éventuels condensats générés par la station de compression.

Les eaux polluées industrielles (EI) sont redirigées vers un système de traitement des eaux (station ERI), en vu de leur recyclage. Les eaux traitées non recyclées sont rejetées dans l'ouvrage public de collecte au niveau de la rue Pierre et Marie Curie.

- les eaux usées domestiques (EU) sont constituées des eaux vannes, des eaux des lavabos et des douches. Elles sont rejetées dans l'ouvrage public de collecte, soit au niveau de la rue Pierre et Marie Curie, soit au niveau de la rue Barbès.

Après réalisation des travaux de dévoiement des réseaux prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, l'exploitant en informe la préfecture du Val-de-Marne et l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois. Il veillera en particulier à la mise en cohérence des dispositions du présent article, aux plans et schémas requis par l'article 4.3.2 de la présente annexe technique, à l'impact de la réalisation de ces travaux sur la caractérisation des rejets externes visés à l'article 4.4.5 de la présente annexe technique et, le cas échéant, à l'actualisation de l'autorisation de déversement dans un ouvrage public de collecte visé à l'article 4.4.7.1 de la présente annexe technique.

Article 4.4.2 - Collecte des effluents

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non prévus par le présent arrêté sont interdits

Article 4.4.3 - Réseaux de collecte d'effluents

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées, définies à l'Article 4.4.1 - de la présente annexe et issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne, vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.4.4 - Entretien, maintenance et conduite des installations de traitement d'effluents aqueux

Article 4.4.4.1 - Dispositions générales

La conception et la performance des installations de traitement permettent de respecter les valeurs limites de rejet imposées par le présent arrêté.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Pour l'ensemble des installations de traitement, les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.4.2 - Entretien et conduite de la station ERI

Les principaux paramètres, définis par l'exploitant, et permettant de s'assurer de la bonne marche de la station ERI, sont relevés et/ou mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue adaptée aux tâches de maintenances et vérifications nécessaires au bon fonctionnement de la station.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont consignés dans un registre spécifique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.4.3 - Entretien et conduite des séparateurs à hydrocarbure

Les séparateurs hydrocarbures présents sur le site sont munis d'un dispositif d'obturation automatique.

Ces dispositifs sont contrôlés semestriellement, nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Article 4.4.4.4 - Entretien et maintenance des dispositifs d'isolement et de relevage

Les dispositifs d'isolement et les pompes de relevage des réseaux d'effluents ainsi que les asservissements associés sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance **localement** et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant de l'entretien et de la maintenance de l'ensemble des systèmes. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Un contrôle visuel, un test et une inspection de maintenance sont effectués au moins une fois par an.

Article 4.4.5 - Localisation des ouvrages de rejet d'effluents liquides externes

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet externe	Rejet n°1 – EP/EU
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=602610 / Y =2423922
Nature des effluents	EP (Eaux pluviales de toiture) EU (Eaux usées)
Débit maximum	EP/EU : sans objet
Exutoire du rejet	Rue Pierre et Marie Curie – ouvrage public de collecte unitaire

Point de rejet externe	Rejet n°1 – EP/EU
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement

Point de rejet externe	Rejet n°2 – Eaux industrielles recyclées et traitées/EP/EU
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=602660 / Y= 2423952
Nature des effluents	EI (Eaux industrielles traitées) EPP (Eaux pluviales) EU (Eaux usées)
Débit maximum	EI en mélange : 25 m³/j EPP/EU : sans objet
Exutoire du rejet	Rue Pierre et Marie Curie – ouvrage public de collecte unitaire
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement Prétraitement par station de traitement ERI : Eaux résiduaires industrielles Prétraitement par séparateurs à hydrocarbures : eaux de ruissellement des parkings et des postes de distribution de carburants, éventuels condensats de la station de compression

Point de rejet externe	Rejet n°3 – EP
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=602684 / Y= 2423971
Nature des effluents	EPP (Eaux pluviales de parking)
Débit maximum	EPP : sans objet
Exutoire du rejet	Rue Pierre et Marie Curie – ouvrage public de collecte unitaire
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement Prétraitement par séparateur à hydrocarbures : eaux de ruissellement

Point de rejet externe	Rejet n°4 (AMI) – EP/EU
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=602456/ Y= 2424220
Nature des effluents	EP / EU
Débit maximum	EP/EU : sans objet
Exutoire du rejet	Rue Barbes – ouvrage public de collecte unitaire
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement prétraitement par fosse de décantation

Point de rejet externe	Rejet n°5 (AMI) – EP/EU
Coordonnées (Lambert II étendu)	X=602482 / Y= 2424235
Nature des effluents	EP/EU
Débit maximum	EP/EU : sans objet
Exutoire du rejet	Rue Barbes – ouvrage public de collecte unitaire
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station de traitement collective
Conditions de raccordement	prétraitement par fosse de décantation

Article 4.4.6 - Localisation des ouvrages de rejet d'effluents liquides internes

Les points de rejets internes suivants permettent de contrôler la qualité des effluents avant mélange avec les autres eaux du site, après traitement :

Point de rejet interne	Rejet n°A – EI
Coordonnées (Lambert II étendu)	X= 602651 / Y= 2423984
Nature des effluents	Eaux industrielles (EI), après traitement par station ERI
Débit maximum	EI : 25m³/j

Point de rejet interne	Rejet n°B – EPP - Poste de distribution de carburant
Coordonnées (Lambert II étendu)	X= 602603 / Y= 2424000
Nature des effluents	EPP traitées par séparateur à hydrocarbure
Débit maximum	-

Point de rejet interne	Rejet n°C – EPP Condensats
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 602637/ Y= 2424009
Nature des effluents	Condensats traités par séparateur à hydrocarbures
Débit maximum	-

Article 4.4.7 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.4.7.1 - Autorisation de déversement dans un ouvrage public de collecte

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Article 4.4.7.2 - Aménagement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.8 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient ou cuvette, etc.), déversement de produits ou déchets dangereux, dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Article 4.4.9 - Valeurs limite d'émissions applicables aux rejets internes

L'exploitant est tenu de respecter, avant mélange avec d'autres effluents, les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

Point de mesure n°A : Eaux industrielles en sortie de station EI :

Paramètre	Code SANDRE	VLE en concentration moyenne	Seuil de flux
débit	-	-	-
pH	-	5,5 et 8,5, et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline	-
DBO5	1313	800 mg/l	si le rejet dépasse 15 kg/j
DCO	1314	2000 mg/l	si le rejet dépasse 45 kg/j
MEST (matières en suspension totales)	1305	600 mg/l	-
Azote global (exprimé en N)	1551	150 mg/l	-
Phosphore total (exprimé en P)	1350	50 mg/l	-
Sulfates (exprimé en mg SO ₄ /l)	1338	400 mg/l	-
Détergents anioniques	1444	30 mg/l	-
AOX (1)	1106	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
Indice cyanures totaux	1390	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Indice Phénols	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
Substances extractibles à l'hexane	7464	150 mg/l	-

Paramètre	Code SANDRE	VLE en concentration moyenne	Seuil de flux
(SEH)			
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	1388	0,2 mg/l	-
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j
Métaux totaux	-	15 mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j
Ion fluorure	7073	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j
Tétrachloroéthylène	1272	0,025 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Trichlorométhane	1135	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Dichlorométhane	1168	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 2 g/j

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

* Le cadmium et ses composés (code SANDRE : 1388) est visé par un objectif de suppression des émissions. Dès lors que le paramètre est présent dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Point de mesure n°B : Eaux de ruissellement des postes de distribution de carburant (après séparateur à hydrocarbures) :

Paramètre	Code SANDRE	VLE en concentration moyenne
pH	-	5,5 – 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Point de mesure n°C : éventuels condensats de la station de compression (après séparateur à hydrocarbures) :

Paramètre	Code SANDRE	VLE en concentration moyenne	Seuil de flux
-----------	-------------	------------------------------	---------------

pH	-	5,5 – 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline	-
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j

Article 4.4.10 - Valeurs limites d'émission des eaux pluviales et des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées en cas d'incendie

Les dispositions du présent article sont applicables sans préjudice des dispositions de l'article 7.4.2 de la présente annexe, notamment en ce qui concerne la préservation des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux pluviales polluées et les eaux d'extinction, collectées en cas d'incendie, sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

À cette fin, les eaux polluées suite à un sinistre éventuellement retenues dans le réseau pluvial font l'objet d'une caractérisation par un laboratoire d'analyse agréé dans un délai maximum de 7 jours à compter de la date de l'évènement. En fonction des résultats d'analyse, elles feront l'objet, dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du rapport d'analyse, soit d'une élimination vers les filières de traitement des déchets appropriées, soit d'une évacuation dans l'ouvrage public de collecte, après accord préalable obtenue auprès du gestionnaire. Les résultats d'analyse et les actions décidées sont communiqués à l'inspection avant réalisation du traitement.

Dans tous les cas, le temps de séjour des eaux polluées collectées dans le système de rétention de l'établissement (réseau et réservoir enterré) ne peut excéder 21 jours, sauf à démontrer, via des mesures de hauteur d'eau présent dans le système, renouvelées au maximum toutes les 24h, effectuées en deux points caractéristiques du réseau dont un point situé proche du niveau altimétrique le plus élevé, que le débit de fuite est maintenu à une valeur inférieure à 1.10^{-8} mètres par seconde. Les mesures journalières sont inscrites sur un registre conservé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.5 - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS EN EAU

En rappel, concernant la surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/ 98 [NOR : ATEP9870017A] s'appliquent.

Article 4.5.1 - Conditions particulières d'autosurveillance

Pour le point de mesure A, les résultats de mesure comprennent une quantification des flux par polluants.

Article 4.5.2 - Périodicité de contrôles des valeurs limite d'émissions applicables aux rejets

Point rejet	Paramètre-s	Périodicité de la mesure
Rejet interne n°A – EI	Tous les paramètres définis au point de mesure n°A de l'Article 4.4.9 - de la présente annexe.	Annuelle
Rejet interne n°B – EPP	Tous les paramètres définis au point de mesure n°B de l'Article 4.4.9 - de la présente annexe.	
Rejet interne n°C – EPP éventuels condensats	Tous les paramètres définis au point de mesure n°C de l'Article 4.4.9 - de la présente annexe.	

Dans le cas où les procédés industriels mis en œuvre par l'exploitant n'ont pas été modifiés (par exemple, technologies mise en œuvre ou les produits chimiques employés pour l'épuration des effluents, le lavage des bus ou l'entretien des sols des parties industrielles de l'établissement), l'exploitant est autorisé à ne plus poursuivre la surveillance, dans les conditions prévues au tableau ci-dessus, des paramètres dont les résultats d'analyses sont inférieurs à la limite de détection lors de deux campagnes consécutives.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant de démontrer l'absence de modifications sur les procédés pouvant générer des effluents pollués circulant par les points de rejets susvisés dans le tableau.

Dans tous les cas, l'exploitant réalise une mesure périodique de contrôle sur l'ensemble des paramètres au moins tous les cinq ans.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.2 - Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET LUMINEUSES

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement, établissement à l'arrêt).

Les zones à émergence réglementée à considérer sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant au 14 avril 2017 et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après le 14 avril 2017 dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit en limite de propriété de l'établissement ne dépassent pas, lorsque les installations sont en fonctionnement, les valeurs suivantes sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR <i>Allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</i>	PÉRIODE DE NUIT <i>Allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés</i>
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 6.2.3 - Contrôles des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la mise en service de l'installation et ensuite tous les 3 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'éventuelles d'amélioration.

Article 6.2.4 - Dispositifs particuliers de réduction des émissions sonores

L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction du bruit prévue dans le dossier d'autorisation environnementale, notamment décrites dans l'étude d'incidence et son annexe C – pièce jointe n°5b-8.

Les mesures comprennent à minima une réduction du bruit à la source par l'emploi de containers compresseur faisant l'objet d'un traitement acoustique particulier, l'installation de baffles acoustiques au sein de la plateforme de compression, et le traitement acoustique des parois H et I visé à l'Article 7.2.3 - de la présente annexe technique.

Le compresseur de vidange décrit à l'Article 8.1.2.5 - de la présente annexe technique ne fonctionne pas en période nocturne.

Article 6.2.5 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 6.3 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;

- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

Les éclairages extérieurs sont uniquement orientés vers les installations du site. Ils sont réglés afin qu'ils éclairent uniquement les aires de circulation internes du site, sans créer d'éblouissements sur les aires de circulation externes de l'établissement et sans impact significatif pour le voisinage.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 71.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 71.2 - Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 71.3 - Identifications et localisation des substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour dans un registre et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours (a minima, le registre référence les substances et mélanges dangereux classifiés selon le règlement n° 1272/2008, dit CLP).

Il est annexé au registre un plan général des stockages de ces produits.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits présent sur le site. Il s'agit en particulier des fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation effective de la substance sur le site.

Article 71.4 - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 71.5 - Dispositions en cas d'incendie

En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution.

CHAPITRE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET AMÉNAGEMENTS DU CENTRE BUS

Article 7.2.1 - Prévention du risque d'explosion en cas d'incendie au sein de l'atelier et des bâtiments de remisage

Les bâtiments réservés au remisage des bus et à l'atelier, sont conçus et aménagés de façon à écarter, en cas de départ de feu au sein de ces locaux, le risque de formation d'une atmosphère explosive dans le volume libre de ces locaux, y compris en cas de perte de confinement simultanée des réservoirs de GNC de plusieurs bus présents dans les bâtiments de remisage et dans l'atelier, suite au déclenchement de leurs fusibles thermiques.

Pendant toute la période d'exploitation ou de présence de bus fonctionnant au GNC, l'exploitant dispose des justificatifs nécessaires à cette démonstration, notamment une ou plusieurs études d'ingénierie réalisées dans les règles de l'art, prenant notamment en compte :

- les spécificités constructives de chaque zone de remisage couverte et de l'atelier ;
- les caractéristiques de développement d'un incendie au sein des zones de remisage ;
- les caractéristiques de la présence des bus fonctionnant au gaz naturel comprimé (nombres et type de bus, localisations des emplacements).

Les études sont représentatives de l'état constructif et organisationnel de l'établissement à la date d'approbation des documents, tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

Article 7.2.2 - Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

L'exploitant dispose en permanence d'une étude de cinétique de ruine de la structure des bâtiments couverts, représentative de l'état constructif de l'établissement à la date d'approbation des documents. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et mise à jour aussi souvent que nécessaire.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres installations à risques.

Les locaux abritant les personnels ou matériels devant jouer un rôle dans la prévention ou la lutte contre les accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et le cas échéant protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.2.3 - Compartimentage du centre bus

Des parois coupe-feu REI 120 sont implantées de manière à s'opposer à la propagation d'un incendie. Leur emplacement est reporté sur le plan en annexe II du présent arrêté.

Ces parois sont d'une hauteur suffisante pour permettre leur fonction de sécurité décrite dans l'étude de dangers joint au dossier d'autorisation et ne peuvent être d'une hauteur inférieure aux dimensions suivantes :

Identification (selon plan en annexe II)	Surface de référence	Localisation	Hauteur mini (m)
A	1 / 3	zone stockage GNC - paroi de séparation SR1 et SR3 - ouest	7,3
B	1 / 3	zone stockage GNC - paroi de séparation SR1 et SR3 - sud	7,3
C	3	zone stockage GNC - paroi est	7,3
D	2 / 3	Paroi mitoyenne de séparation entre la zone de compression et la zone de stockage GNC	7,3
E	1 / 2	zone compression - paroi de séparation SR1 et SR2 - ouest	7,3
F	1 / 2	zone compression - paroi de séparation SR1 et SR2 - nord	7,3
G	1 / 2	zone compression - paroi de séparation SR1 et SR2 - est	7,3
H	1	Séparation remisage 4 / extérieur - sud	5
I	1	Séparation remisage 4 / extérieur - est	5
J	1	Séparation Atelier / extérieur - sud	6,5
K	1	Séparation Atelier / extérieur - est	6,5
L	4	Limite de site – est – partie nord	6,5
M	4	Limite de site – nord – partie est	6,5
N	1 / 4	Séparation remisage 2 / remisage 3 - ouest	6,5
O	1 / 4	Séparation remisage 2 / atelier	6,5
P	1	Séparation remisage 2 / atelier AMI - est	8,5
Q	1	Séparation remisage 2 / atelier AMI - nord	8,5
R	5	Séparation remisage 1 / atelier AMI - nord	8,5
S	5	Limite de site - ouest	7,5
T	5	Séparation remisage 1 / entrée de site - sud	7,5
U	1 / 5	Séparation remise 1 / remisage 2	8,5
V	/	Limite de site – sud bâtiment administratif	2,5

Les parois du local huilerie sont coupe-feu REI 240.

Le sol du hall de maintenance et de remisage est constitué de dalles en béton armé.

Article 7.2.3.1 - Dispositions applicables aux mesures passives et actives de compartimentage REI 120 du centre bus

Toutes les ouvertures (passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.), effectuées dans les parois séparatives mises en place pour limiter la propagation d'un incendie, sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois, à l'exception des rideaux ignifugés et irrigués faisant l'objet de dispositions particulières ci-

dessous. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes piétonnes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

En ce qui concerne les rideaux ignifugés et irrigués placés au droit des ouvertures prévues dans les parois REI 120 et nécessaires au passage des bus :

- le système d'irrigation des rideaux situés dans une paroi REI 120 est conforme aux caractéristiques suivantes :
 - l'alimentation du système est réalisé par deux pompes redondantes. La source d'énergie des deux pompes est différenciée. Chacune est capable de fournir individuellement le débit nécessaire à l'irrigation de tous les rideaux ignifugés placés dans les parois de recoupement de la surface de référence comprenant le plus grand nombre de ce type de rideau ;
 - la moto-pompe diesel dispose d'une réserve de carburant suffisante à son fonctionnement pendant une durée minimale de 60 minutes, et des batteries nécessaires à son démarrage en cas d'indisponibilité du réseau électrique ;
 - la réserve en eau est suffisante à l'alimentation simultanée de l'ensemble des rideaux ignifugés placés dans les parois de recoupement de la surface de référence comprenant le plus grand nombre de ce type de rideau, pendant une durée minimale de 60 minutes. Elle est à minima de 420 m³ ;
- l'exploitant dispose des études techniques et notes de calculs ayant permis d'établir le débit des pompes et les caractéristiques du réseau nécessaire à l'alimentation des rideaux situés dans les parois de recoupement de la surface de référence comprenant le plus grand nombre de ce type de rideau, de manière à ce que celui-ci soit efficace pour chaque élément du système. Elles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- tout rideau situé dans une paroi REI 120, considéré comme MMR, présente un caractère coupe-feu certifié EI 60. La certification, établie après essai, peut prendre en compte le dispositif d'irrigation en fonctionnement. L'exploitant est en mesure de présenter le certificat correspondant à l'inspection des installations classées avant l'acceptation au remisage intérieur des bus GNC, puis le tient à disposition.
- La fermeture et l'irrigation d'un rideau s'effectuent individuellement et automatiquement sur déclenchement du détecteur d'incendie ponctuel qui lui est associé, disposé de part et d'autre de la paroi.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation, y compris les rideaux sectionnels ignifugés et irrigués, n'est pas gênée par des obstacles.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 7.2.4 - Désenfumage

Article 7.2.4.1 - Zones de remisage couvertes

Les zones de remisage couvertes sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ils sont à commandes automatique et manuelle. Ainsi, les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur s'ouvrent automatiquement dans un délai n'excédant pas cinq minutes après déclenchement des dispositifs de détection incendie mentionnés à l'article 7.3.5.2..

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Article 7.2.4.2 - Atelier de maintenance

Le désenfumage de l'atelier de maintenance est conforme aux dispositions réglementaires applicables à l'installation de l'arrêté ministériel en vigueur.

Article 7.2.4.3 - Cantonnement

Les zones de remisage 1, 2, 3 et 4, ainsi que l'atelier de maintenance, sont divisées en cantons de désenfumage conformes aux caractéristiques suivantes :

Localisation	Canton	Surface (m ²)
Remisage 1	1	1070
	2	1070
	3	1070
	4	1120
	5	1230
Remisage 2	7	1520
	8	1090
	9	1130
	10	1210
Remisage 3	17	930
	18	1080
	19	850
Remisage 4	11	770
	12	960
	13	800
Atelier	14	1300
	15	1450
	16	1300
	LT	180

Chaque écran de cantonnement a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail.

Les écrans sont implantés de manière à constituer les cantons représentés sur le plan projeté de l'implantation du désenfumage n° DCE CVC-09 indice AA au 1/200^e présent dans le dossier de demande d'autorisation (pièce jointe n°48).

Article 7.2.5 - Accessibilité

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placé pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Le centre bus dispose d'un accès pompiers empruntable par les engins de secours depuis la rue Pierre et Marie Curie.

Un accès pompier à partir de la rue Barbès, utilisable par des pompiers évoluant à pied et pouvant servir d'issue de secours, est maintenu disponible et libre en toute circonstance. Cet accès se fait par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum, qui se poursuit dans la zone de remisage 1 jusqu'au premier rideau ignifugé et irrigué.

Un cheminement permettant le passage d'un dévidoir (largeur minimale de 1,40m) est disponible sur toute la longueur du centre-bus.

Ces chemins sont maintenus libre en permanence et ne peuvent voir leurs largeurs réduites par aucun matériel ou éléments de construction.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies empruntables par les engins de secours sont maintenues dégagées de tout stationnement.

Article 7.2.6 - Dégagements

Les parties des bâtiments dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide et, en tout état de cause, tenant compte des résultats de l'étude sur la cinétique de ruine de la structure des bâtiments mentionnée à l'Article 7.2.2 - .

En particulier, l'exploitant met en place un balisage des chemins d'évacuation. Aucun obstacle n'entrave les chemins d'évacuation.

Les sorties de secours sont accessibles en permanence et sont signalées par des dispositifs lumineux visibles en tout point des bâtiments y compris lorsque les bus y sont présents.

CHAPITRE 7.3 - DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.3.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives (zones ATEX) peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter sont sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante. Ils sont conformes à la section 7 de la partie réglementaire du code de l'environnement (article R. 557-7-1 et suivants).

L'ensemble des installations et appareils est inspecté, afin de vérifier qu'ils soient en adéquation avec les préconisations faites dans l'étude ATEX. Les matériels utilisables et compatibles aux zones ATEX sont listés dans un registre, pouvant être intégré au document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) prescrit par l'article R. 4227-52 du code du travail.

Les différents ventilateurs et dispositifs connexes à leurs fonctionnements, mis en œuvre dans le centre bus, notamment pour la ventilation de confort (soufflage et rejet) ou de sécurité gaz comme mentionné

à l'Article 7.3.4 - de la présente annexe, sont inscrits dans ce registre et adaptés au fonctionnement dans les zones ATEX considérées.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

La signalisation des zones ATEX et les consignes adaptées sont affichées avant d'entrer dans ces zones. Les consignes portent notamment sur les points suivants :

- l'obligation de détenir un permis de feu avant tout travail par point chaud ;
- l'interdiction d'y utiliser un téléphone portable ;
- l'interdiction d'y apporter du feu.

Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent. En particulier, les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Article 7.3.2 - Installations électriques

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux clos largement ventilés. Les murs et les portes de ces locaux sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives prises.

Le contrôle par thermographie infrarouge des installations est réalisé au moins une fois par an dans les zones susceptibles de présenter une atmosphère explosive mentionnée à l'Article 7.3.1 - de la présente annexe.

Article 7.3.3 - Éclairage

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.3.4 - Ventilation des locaux, y compris ventilation d'urgence

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

La ventilation du centre bus est constituée :

- d'une ventilation dite de confort pour les gaz d'échappements (ventilateurs de soufflage air neuf et ventilateurs de rejet).
- d'une ventilation mécanique de secours asservie au 1er niveau de sécurité de la détection gaz (déclenchement dans la zone de détection gaz) et au 2ème niveau de sécurité de la détection gaz (déclenchement dans l'ensemble du remisage et de l'atelier de maintenance), installée en partie haute des halles de remisages et de l'atelier.

Le débit de la ventilation mécanique de secours des zones de remisage couvertes et de l'atelier, additionné à la ventilation obtenue par l'ouverture des exutoires de désenfumage, est suffisant à éviter la formation d'une atmosphère explosive en cas de perte de confinement des installations gaz du centre bus ou de dégazage de bouteilles situées en toiture d'un bus présent dans les zones de remisage couvertes ou dans l'atelier. L'exploitant dispose de l'étude justifiant des débits nécessaires à l'atteinte de cet objectif et la tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, les débits de ventilation obtenus mécaniquement ne peuvent être inférieurs aux débits précisés dans le tableau ci-après :

Zone concernée	Volume de la zone (m³)	Débit minimum de la ventilation de sécurité (m³/h)
Remisage 1	56350	76500
Remisage 2	49490	49500
Remisage 3	17812	40500
Remisage 4	18500	13500
Atelier	23188	94500

La coupure de l'alimentation électrique en cas de détection de gaz inflammable dans l'atmosphère à une concentration supérieure à 25 % n'entraîne pas l'arrêt de la ventilation mécanique de secours. Ce maintien est testé lors de la mise en service, renouvelé périodiquement et fait l'objet d'un rapport d'essai tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation mécanique est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur. Le rejet des ventilateurs hélicoïdes est réalisé au droit des verrières.

La vitesse de rejet de l'air permet une dispersion des polluants dans l'atmosphère.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 7.3.5 - Systèmes de détection

Article 7.3.5.1 - Dispositions générales

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation, recensée selon les dispositions de l'Article 7.1.2 - de la présente annexe en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection. L'exploitant dresse et tient à jour la liste de ces détecteurs avec leur

fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;
- une mise en sécurité de l'installation selon les dispositions prévues par le présent arrêté d'une part, et les barrières spécifiées par l'exploitant dans l'étude de dangers et le dossier d'autorisation d'autre part.

La surveillance d'une zone ne repose pas sur un seul point de détection.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Si la détection concourt à la mise en œuvre automatique de mesures de maîtrise des risques et de dispositifs de lutte contre l'incendie, l'ensemble de la chaîne (détection, transmission du signal, fermeture des rideaux sectionnels ignifuges, mise en œuvre de l'irrigation) est testée périodiquement d'un seul tenant, à minima tous les douze mois. Un premier test est réalisé avant la mise en service de l'installation de compression. L'exploitant dispose des rapports d'essais qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils ou la mise en œuvre d'une action de sécurité automatique donne lieu à un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le cas échéant, l'exploitant en informe la préfecture et l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Article 7.3.5.2 - Détection d'incendie : thermique, de fumées et de flammes

Les moyens de détection thermique, de fumées et de flammes sont déployés dans le bâtiment principal (y compris les halls de remisage, le hall d'entrée et le hall de maintenance), le local huilerie, le local du groupe électrogène, le poste de charge des batteries, l'atelier de peinture/carrosserie, le stockage de liquides inflammables, au niveau du stockage tampon de GNC et dans les conteneurs des compresseurs.

En ce qui concerne la détection de fumée, les locaux n'accueillant pas de bus en remisage disposent de détecteurs optiques ponctuels de fumée. Les halls de remisage, de charge et de maintenance sont dotés de détecteurs multiponctuels de fumée par aspiration.

Les ouvertures réalisées dans les parois REI 120 visés à l'Article 7.2.3 - de la présente annexe nécessaires au passage des bus et équipées de rideaux irrigués et ignifugés disposent d'une détection incendie ponctuelle, placée de part et d'autre de la paroi.

La détection d'un incendie par les détecteurs des halls de remisage, y compris les détecteurs ponctuels associés aux parois REI 120 et commandant la fermeture des rideaux irrigués et ignifugés, déclenche, sans préjudice d'autres actions de sécurité prévues par des dispositions spécifiques de la présente annexe, l'alarme sonore et visuelle généralisée à l'établissement et l'évacuation du personnel dans les conditions définies à l'Article 7.7.4 - de la présente annexe.

Article 7.3.5.3 - Détection gaz

Chaque zone pouvant présenter un risque d'atmosphère explosive est doté d'un système de détection automatique gaz adaptées à la nature du risque et conforme aux référentiels en vigueur, notamment dans ou à proximité immédiate des installations suivantes :

- La zone de compression ;
- les conteneurs abritant les compresseurs ;
- la zone de stockage tampon GNC ;
- les postes de charge rapide ;
- l'atelier de maintenance ;
- les halles de remisage ;
- les locaux abritant les installations de combustion (y compris les groupes électrogènes), si celles-ci consomment du gaz.

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère dans des concentrations supérieures à des seuils définis en pourcentage de la LIE (limite inférieure d'explosivité) entraîne les actions de mise en sécurité automatiques définies au TITRE 7 - et au TITRE 8 - de la présente annexe.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation et s'effectue sans préjudice du compartimentage de l'établissement en cas d'incendie prévu à l'Article 7.2.3 - de la présente annexe.

Article 7.3.5.4 - Déclencheurs manuels

Des déclencheurs manuels de l'alarme d'évacuation sont répartis sur l'ensemble du site, dans des endroits accessibles et sont clairement identifiés.

Article 7.3.6 - Soupapes de sécurité et événements

Article 7.3.6.1 - Dispositions générales

Toutes mesures sont prises pour l'évacuation, à l'extérieur, sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort quelles que soient les conditions météorologiques, du gaz provenant des soupapes de sécurité dont chaque élément sous pression doit être doté.

Le jet d'échappement des soupapes non canalisées s'effectue de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

Les événements de sécurité sont conçus en tenant compte des effets défavorables de la pluie, de la condensation, des corps étrangers et de la rouille.

Le raccordement des événements de sûreté ne doit pas empêcher le fonctionnement des détendeurs.

Le débouché du ou des événements est situé à plus d'un mètre au-dessus du faîtage de tout bâtiment présent dans un rayon de 5 mètres, au moins à 3 mètres au-dessus du sol et à une distance d'au moins 3 mètres des ouvertures des bâtiments.

Article 7.3.6.2 - Dispositions particulières applicables aux installations de gaz naturel

En raison des risques d'explosion, deux événements collectent les gaz provenant :

- des soupapes de sécurité placées en entrée, en sortie et à chaque étage de compression, de chacun des compresseurs ;
- des soupapes de sécurité de chaque cadre de bouteille de la zone de stockage de gaz naturel comprimé ;

- des soupapes de sécurité, des dispositifs de limitation de la pression et température, des gaz de décompression et de chaque flexible des installations de distributions ;
- des distributeurs de charge rapide.

L'évent commun à la zone de compression et au stockage GNC, canalisant notamment les soupapes de sécurité des cadres de bouteille de stockage de GNC, est dimensionné de manière à permettre l'évacuation sans entrave du débit correspondant à la décharge simultanée de l'ensemble des bouteilles de la zone de stockage. Celui-ci débouche en zone sûre à une hauteur de 3 m au-dessus du point le plus haut des installations de compression et du stockage GNC, sans que cette hauteur ne puisse être inférieure à la hauteur du faîtage de la toiture du centre bus la plus proche, et aucun obstacle ne se situe dans un rayon horizontal de 13 m autour du point de rejet.

L'évent canalisant les rejets de la zone de distribution débouchera en zone sûre à une hauteur de 1 m au-dessus du faîtage de toiture.

Tous les rejets de gaz émis lors des opérations de charge sont collectés et évacués de manière à assurer leur bonne dispersion et à ne générer aucun effet en dehors du site.

Article 7.3.7 - Parois soufflables

Les conteneurs abritant les compresseurs de gaz naturel sont dotés d'un toit soufflant, dont le déclenchement est effectif à la pression maximale de 20 mbars.

Ils sont conçus de manière à ne pas produire de projection et de projectiles à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIF DE RÉTENTIONS DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.4.1 - Dispositions générales

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions pouvant contenir des eaux pluviales sont vidées dès que possible. L'évacuation de ces eaux respecte les dispositions du présent arrêté, notamment en ce qui concerne leurs concentrations en polluant.

Article 7.4.2 - Rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en application du « Guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, D9A » version de juin 2020. Il prend en compte :

- le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la plus grande surface de référence non recoupée, y compris le volume intégral de la réserve d'eau d'aspersion des rideaux ignifugés et irrigués ;
- le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Ainsi, l'établissement est doté d'une capacité minimale de rétention de 2 083 m³ prévus à cet usage, comprenant les volumes disponibles dans la canalisation enterrée ovoïde de 750 m³ et un bassin de rétention complémentaire de 1503 m³ implantés sous la chaussée du remisage 4 extérieur. Le volume total de rétention est disponible en tout temps, y compris en cas de forte pluie.

L'exploitant prend les mesures nécessaires à la surveillance de l'état et à l'entretien du réseau enterré, y compris le bassin de rétention, afin de prévenir toute fuite d'eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.4.3 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 7.4.4 - Transports – chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le

stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Article 7.4.5 - Élimination des substances ou mélanges dangereux épandus accidentellement

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas de déversement et/ou d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.5 - DISPOSITIONS COMMUNES D'EXPLOITATION

Article 7.5.1 - Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance, dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Si les opérations nécessitent de purger des systèmes contenant des liquides ou des gaz dangereux, les opérations sont effectuées par du personnel qualifié, selon une procédure définie par l'exploitant.

Si possible, les purges sont réalisées dans des endroits suffisamment aérés pour éviter toute formation d'atmosphère explosive et ne doivent pas générer de nuisance ou de risque pour le voisinage.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 7.5.1.1 - Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les zones de travaux couvertes par le permis de feu ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux ;

- la surveillance du chantier, y compris après la réalisation des opérations par point chaud,
- le plan de circulation du site.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies, et d'un accord pour démarrage de l'intervention.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues qu'il convient de prendre dans tous les cas, n'affectent pas la sécurité des installations ;
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Article 7.5.2 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (poteaux incendie, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont suivies sur un registre, sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.3 - Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, intégrées dans des procédures générales et / ou dans les procédures et instructions de travail spécifiques, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (les zones abritées réservées aux fumeurs sont signalées) ;
- la signalisation des zones ATEX et des contraintes associées ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, réseaux de gaz naturel) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation de ces déchets et eaux souillées par cet épandage accidentel ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'Article 4.3.4 - de la présente annexe ;
- les consignes générales d'intervention prévues à l'Article 7.7.5 - de la présente annexe, y compris les consignes spécifiques au risque « gaz » ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident.

Article 7.5.4 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 7.5.5 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'organisation de la formation du personnel ainsi que la définition et l'adéquation du contenu des formations font l'objet d'un plan annuel tenu à jour, et à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.6 - MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES (MMR)

Article 7.6.1 - Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques

L'exploitant élabore et tient à jour, en tenant compte de l'étude de dangers, un document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations participant à la maîtrise des dérives, dans toutes les phases d'exploitation, des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Ce document indique à minima, pour chaque mesure de maîtrise du risque, l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Sont notamment considérés comme mesures de maîtrise des risques les barrières de sécurité suivantes :

- l'ensemble des parois REI 120 réglementés à l'Article 7.2.3 - de la présente annexe ;
- les rideaux ignifugés et irrigués intégrés aux parois REI 120 précitées, réglementés à l'Article 7.2.3.1 - de la présente annexe ;
- les ventilateurs nécessaires à la ventilation mécanique de secours, réglementés à l'Article 7.3.4 - de la présente annexe ;

- L'ensemble des mesures de maîtrises de risque nécessitant des utilités :
- sont considérés comme des équipements importants pour la sécurité mentionnées aux Article 7.5.1 - , Article 7.6.2 - et Article 7.6.3 - de la présente annexe ;
- sont en mesure de remplir leurs taches de sécurité en toute circonstance et ne concourent pas à l'apparition d'une situation accidentelle en cas d'absence de ces utilités.

Article 7.6.2 - Alimentation électrique

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Article 7.6.3 - Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 7.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT, ORGANISATION DES SECOURS ET ÉVACUATION DU PERSONNEL

Article 7.7.1 - Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à combattre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

L'exploitant tient à jour la liste de l'ensemble des moyens d'intervention ainsi que le plan de leur localisation.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 7.7.2 - Entretien des moyens d'intervention détenus en propre

Les équipements détenus en propre sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier annuellement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Une visite initiale est effectuée au plus tard 3 mois après la mise en service de l'installation.

Article 7.7.3 - Ressources en eau et dispositifs concourant à la lutte contre l'incendie

À proximité de l'établissement sont disposés sur la voie publique des points d'eau incendie en mesure de délivrer 750 m³/h en simultané, à une pression supérieure à 1 bar et une vitesse d'écoulement n'excédant pas 3 m/s.

Sans préjudice des dispositions du CHAPITRE 1.4 - de la présente annexe, lorsque, du fait de la modification des installations de l'établissement, les besoins en eau doivent également être modifiés, l'exploitant soumet le projet à l'autorité de police locale de la défense contre l'incendie et le gestionnaire du réseau (si distinct), qui donnent ou non, selon leurs compétences propres, l'autorisation de modification et les conditions de mise en œuvre associées (prise en charge financière, modalités de contractualisation et de réalisation des travaux, etc.).

Par ailleurs, l'établissement dispose en propre des moyens suivants :

- de robinets d'incendie armés, installés dans les zones de remisage intérieurs, dans les halles de charge et de maintenance, et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents, par des cheminements accessibles par le personnel entraîné à leurs utilisations.
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques. Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. L'établissement comporte en particulier des extincteurs homologués 233 B ou équivalent :
 - un par bloc de compresseur ;
 - deux au stockage de GNC ;
 - un par îlot de charge rapide.
- d'interphones / téléphones vers le service de sécurité :
 - dans et en dehors de la station de compression ;
 - dans le poste de transformation (téléphone uniquement) ;
- de couvertures anti feu :
 - dans la zone de distribution ;
 - dans la station de compression.

Les moyens de secours sont disposés de façon bien visible et leur accès est maintenu constamment dégagé. Les équipements sont protégés du gel éventuel.

En cas d'arrêt d'approvisionnement en eau des points d'eau incendie, l'exploitant en informe immédiatement les services de secours externes et les tiens informés de l'évolution de la situation. L'exploitant prend les mesures temporaires nécessaires pour pallier l'absence des moyens incendie, qui peuvent être un arrêt des installations contenant du gaz et de la charge en attendant le rétablissement de l'alimentation en eau.

L'exploitant assure en premier lieu la sécurité des personnes et des biens en mettant en sécurité les installations (arrêt de la station de compression).

Article 7.7.4 - Évacuation du personnel en cas d'alerte

L'exploitant met en œuvre une organisation permettant l'évacuation du personnel en sécurité.

A cette fin, il équipe l'établissement d'un dispositif d'alarme visuel et sonore audible en tout point de l'établissement pour que le personnel n'ayant pas d'actions particulières à réaliser lors d'une situation d'urgence nécessitant la mise en place d'un P.O.I prévu à l'Article 7.7.7 - de la présente annexe à quitter l'établissement en cas d'alerte et d'incendie.

Il précise dans la consigne de sécurité relative aux modalités de mise en œuvre de l'évacuation les mesures techniques et organisationnelles prises afin de remplir l'objectif susvisé, en tenant compte notamment des informations pertinentes tirées :

- des résultats de l'étude sur la cinétique de ruine de la structure des bâtiments prévue à l'Article 7.2.2 - de la présente annexe ;
- des conditions prévisibles d'évacuation (enfumage des locaux, température, etc.) en cas de scénario d'incendie développé de bus au sein des zones de remisage et de l'atelier.

Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation de GNC ou la mise au remisage de bus GNC, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables. Ces exercices font l'objet d'un compte-rendu écrit visant à l'amélioration permanente de l'organisation mise en place et à s'assurer de l'audibilité du signal en tout point de l'établissement. Il spécifie également la cinétique d'évacuation et sa compatibilité avec les cinétiques de ruine et les conditions prévisibles d'évacuation visés aux alinéas précédents.

Article 7.7.5 - Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire.

Elles comprennent également les premières dispositions à prendre pour faciliter l'intervention rapide des sapeurs-pompiers, notamment :

- ouverture des portes et des portails d'accès ;
- désignation d'un guide pour conduire les secours à l'endroit du sinistre.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Notamment, des consignes de sécurité écrites (plan d'urgence) spécifique au risque « gaz », fixant la conduite à tenir en cas de fuite et/ou d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, ouverture des portes, personnes chargées de guider les sapeurs-pompiers, etc.) et décrivant les procédures d'arrêt d'urgence sont établies, reportées dans le dossier installations classées prévu à l'Article 2.5.1 - de la présente annexe et affichées dans les différents locaux. Ces consignes sont réalisées et adaptées pour chacun des différents équipements (stockage, atelier, distribution, compresseurs, etc.).

Article 7.7.6 - Documents mis à disposition des services d'incendie et de secours et accueil

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux et des installations, faisant apparaître la destination de ceux-ci, la description des dangers pour chaque local et zone présentant des risques particuliers, l'emplacement des moyens de protection incendie et les organes de coupure d'urgence des fluides et des énergies. Ces plans sont également affichés près des accès aux locaux et installations ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

Article 7.7.7 - Plan d'opération interne

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers, au plus tard 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. et met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
 - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
 - la formation du personnel intervenant,
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la revue et mise à jour périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le P.O.I comprend à minima les informations suivantes :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement et de la coordination des opérations de sécurité civile soit informée rapidement, notamment le type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :
 - a. les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
 - b. les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
 - c. les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.
- j) Les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 515-41 du code de l'environnement, les instances représentatives du personnel en charge des conditions de travail et de la prévention des risques sont

consultées par l'exploitant lors de l'établissement et des mises à jour ultérieure du P.O.I. ; l'avis émis est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conserver dans l'exemplaire en vigueur du POI.

Le P.O.I. est mis à jour, notamment :

- à chaque modification notable de l'installation ayant un impact sur l'étude de dangers, et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants ;
- suite à un changement d'exploitant.

Le P.O.I et ses modifications notables successives sont transmis au préfet, à l'inspection des installations classées et à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement notable des installations ou de l'organisation ayant un impact sur l'étude de dangers de l'établissement.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 - UTILISATION DE GAZ NATUREL POUR L'ALIMENTATION DE VÉHICULES – TRANSPORT, COMPRESSION, STOCKAGE ET DISTRIBUTION

Article 8.1.1 - Généralités

Article 8.1.1.1 - Tableau général basse tension alimentant en électricité les installations « GNC » du centre bus

L'alimentation électrique des installations GNC du centre bus (notamment les installations de compression, de stockage et de distribution) dispose d'un bouton d'arrêt d'urgence placé en un endroit simple d'accès ne nécessitant pas de qualification particulière pour y pénétrer et commandant les opérations de mise en sécurité suivante :

- alarme sonore et visuelle localisée aux zones de compression, de stockage et de distribution ;
- évacuation des zones de compression, de stockage et de distribution ;
- la mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif ;
- la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
- l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
- l'arrêt des compresseurs et de la distribution.

Article 8.1.1.2 - Poste de livraison de gaz naturel et tuyauterie principale

Le poste de livraison GRDF est positionné en limite de propriété sur la rue Pierre et Marie Curie. Il fournit l'établissement à un débit de 4 000 Nm³/h à 3,5 bars.

Le raccordement au réseau se situe en limite de parcelle cadastrale dans une armoire de distribution comprenant une vanne d'arrêt manœuvrable facilement par les services d'incendie et de secours extérieurs et un compteur.

La canalisation principale d'alimentation gaz (en sortie du poste livraison et desservant les compresseurs) est en acier revêtu de polyéthylène haute densité, compatible avec le gaz naturel, aux conditions de pression et de température prévues, comprend une vanne de sectionnement installée dans un regard immédiatement en aval du poste de livraison, puis est enterrée et dénuée de bride, vanne ou raccord, sur ses vingt premiers mètres à au moins 50 cm de profondeur, puis entièrement à l'air libre.

Pour sa partie enterrée, son tracé est repéré en surface par une matérialisation à l'aplomb de la canalisation.

L'installation est conforme aux règles de l'art.

Article 8.1.1.3 - Choix et résistance des matériaux – Contrôles avant mise en service

La pression maximale de service des installations et des tuyauteries contenant du gaz naturel non comprimée est limitée à 3,5 bars. Les manomètres permettent d'avoir une lecture à pleine échelle qui ne

soit pas inférieure à 1,2 fois la pression de service maximale. Les manomètres de l'ensemble de l'installation ont les mêmes unités de lecture.

Les circuits de fluide (compresseurs et équipements annexes, réservoirs et tuyauteries) sous pression sont conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur (renouvellement des contrôles et épreuves notamment) et sont vérifiés régulièrement.

La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble de l'installation sont contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves (essai hydrostatique, essai d'étanchéité, etc.).

Les essais de mises en service suivants, au minimum, sont réalisés avant la mise en fonctionnement des bornes de charge gaz :

- évaluation de la construction, des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre ;
- contrôle des zones dangereuses et des matériels électriques utilisés ;
- essai de la résistance à la pression d'essai ;
- essai d'étanchéité dans des conditions de fonctionnement normal ;
- contrôle du bon fonctionnement, y compris des dispositifs de sécurité ;
- prévention de l'aspiration d'air dans les parties du système contenant du gaz naturel.

Un certificat de ces contrôles et épreuves est établi par l'installateur, joint au dossier installations classées prévu à l'Article 2.5.1 - et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces essais sont renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des réservoirs ou des équipements annexes. Le cas échéant, les rapports correspondants sont également joints au dossier installations classées prévu à l'Article 2.5.1 - et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.1.4 - Contrôle en service des installations

L'exploitant assure mensuellement un contrôle visuel de l'ensemble des installations de gaz naturel pour s'assurer à minima de l'absence de corrosion sur les équipements situés à l'extérieur et du bon état général des flexibles et des pistolets. Les équipements de sécurité font l'objet d'une vérification au moins annuelle par un organisme externe. Les tuyauteries aériennes ou en caniveau et les organes de manœuvres des vannes sont inspectées lors de la vérification annuelle des équipements de sécurité par un organisme externe.

Ces contrôles périodiques sont suivis dans un registre tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.1.5 - Tuyauteries de transfert

Les tuyauteries de transfert de gaz naturel sont protégées des chocs physiques grâce aux dispositifs suivants :

- les tuyauteries en caniveau sont équipés de grilles supportant le passage des poids lourds et en cas d'absence de la grille de protection, la largeur du caniveau ne permet pas le contact entre la tuyauterie et la roue d'un véhicule ;
- les remontées / descentes des tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs par des protections physiques.

D'une manière générale, toute portion de tuyauterie est soit disposé à une hauteur suffisante rendant impossible un choc avec un bus, un engin de manutention ou tout autre objet susceptible de l'endommager, soit protégée contre les chocs par des protections physiques.

Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries sont choisis pour résister aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. Elles sont remplacées selon les mêmes modalités, aussi souvent que nécessaire pour le maintien en sécurité des installations.

Le nombre de raccord est réduit au minimum.

Les tuyauteries de gaz naturel sont équipées de soupapes de sécurité et d'une détection de pression basse au refoulement des compresseurs permettant la détection de fuite. En cas de détection de pression basse, l'installation de compression est mise à l'arrêt, les électrovannes d'isolement sur le circuit gaz seront fermées automatiquement.

Les tuyauteries sont par ailleurs munies de pressostats de sécurité de pression haute déclenchant lors d'une détection les actions de mise en sécurité suivantes :

- alarme sonore et visuelle localisée à la zone détectée ;
- la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
- l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
- l'arrêt des compresseurs et de la distribution.

L'exploitant met en place une procédure de vidange et d'inertage des tuyauteries gaz avant toute intervention.

Les tuyauteries de transfert non enterrées sont disposées de telle sorte qu'elles puissent être inspectées visuellement sur l'ensemble de leur parcours. Elles sont protégées contre la corrosion, peintes et repérées conformément aux normes en vigueur.

Article 8.1.1.6 - Dispositifs généraux de sécurité et de moyens de secours

Un dispositif automatique de coupure du gaz, à sécurité positive, est installé en aval du poste de livraison, asservi à :

- la détection gaz (seuil de 25%) et incendie de l'établissement ;
- la détection d'une pression haute sur le circuit gaz ;
- l'actionnement d'un bouton d'arrêt d'urgence associé à un conteneur compresseur, à la zone de compression, à la zone de stockage GNC, à un distributeur GNC ou au TGBT GNC.

Des dispositifs d'arrêt d'urgence manuel et automatique permettent à la fois d'isoler tous les équipements électriques situés à l'intérieur des zones de sécurité et de fermer les vannes ayant fonction de sécurité. Ces dispositifs sont répartis judicieusement et situés de façons accessibles à une distance de sécurité des éléments critiques.

Toutes les vannes de sécurité de l'établissement sont à sécurité positive « automatique ».

Pour des opérations courantes (compresseur en fonctionnement), le personnel intervenant dans les conteneurs accueillant les installations de compression sont habilités ATEX (avec l'outillage adapté ATEX). À défaut, les installations sont vidangées, inertées et consignées avant toute intervention.

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée de manière inaltérable près des dispositifs ayant des fonctions de sécurité.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de gaz ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles en permanence ainsi qu'à une prise de terre.

Article 8.1.1.7 - Règles de circulation

La circulation des véhicules fonctionnant au GNC sur le site est étudiée afin de limiter les risques de collision entre véhicules ou avec les équipements (compresseurs, événements, etc.).

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse, sauf dans le cas de distribution de gaz naturel ou de biogaz sans présence du conducteur durant la phase de remplissage.

L'exploitant dispose d'un plan de circulation définissant notamment un seul sens de circulation entre les places de remisage, le stationnement en marche arrière pour les bus standard et le stationnement traversant pour les bus articulés.

Article 8.1.2 - Installation de compression de gaz

Article 8.1.2.1 - Implantation / construction

La station de compression gaz est implantée à l'air libre sur une plateforme qui comprend sur toute sa périphérie des parois REI 120 (poteaux et poutres en béton et murs en béton armé préfabriqués) d'une hauteur minimale de 7,30 m. La différence entre la hauteur de l'enceinte coupe-feu et la hauteur des conteneurs compresseurs est supérieure à 0,5 m. Le mur de séparation entre la zone des compresseurs et la zone de stockage bouteilles est REI 120.

La plateforme de compression comprend :

- un ou plusieurs sécheurs de gaz ;
- trois compresseurs de gaz d'un débit maximal (par conception) de 2 000 Nm³/h (dont un compresseur en secours), installés en conteneurs. Le débit total de l'installation de compression est limité à 4 000 Nm³/h ;
- un système de refroidissement dans chaque conteneur.

Les conteneurs insonorisés renfermant les compresseurs, d'une surface au sol de 17 m², sont construits en matériaux incombustibles de classe A1, de résistance au feu R 90, résistants à une pression maximale de 200 mbars, dotés d'un toit soufflant (cf. Article 7.3.7 - de la présente annexe) permettant d'évacuer les effets de pression vers le haut et doté d'une isolation phonique.

Les conteneurs de compression sont implantés de manière à respecter les distances minimales suivantes (distances mesurées à vol d'oiseau, sans tenir compte des obstacles) :

- 10 m des limites du site ;
- 7,5 m de la première place de remisage de bus à l'intérieur de la halle,
- 3 m de la première place de remisage de bus extérieure ;
- 3 m de la première place de parking VL.

Un panneau d'interdiction de stationner devant la porte et mentionnant l'interdiction d'accès à la plateforme à toutes personnes non autorisées est apposé sur la porte d'accès.

La plateforme est équipée de deux interphones, l'un à l'intérieur et l'autre à l'extérieur de l'enceinte, permettant d'appeler le service de sécurité. Une couverture anti-feu y est présente en permanence.

Un bouton d'arrêt d'urgence est placé dans le sas d'accès à la zone de compression et commande les opérations de mise en sécurité suivantes :

- alarme sonore et visuelle localisée à la zone de compression et de stockage ;
- évacuation de la zone de compression et de stockage ;
- la mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif ;

- la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
- l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
- l'arrêt des compresseurs et de la distribution.

Article 8.1.2.2 - Dispositifs de sécurité applicables aux conteneurs de compression

Les conteneurs sont exclusivement affectés à la compression. Ils sont maintenus en parfait état de propreté. Tout stockage de matières combustibles, inflammables ou gazeuses y est strictement interdit.

Le chauffage des conteneurs ne peut se faire qu'au moyen d'eau chaude, de vapeur ou d'air chaud produit à l'extérieur, ou d'un radiateur électrique antidéflagrant agréé pour les atmosphères explosives.

Chaque conteneur présente les éléments de sécurité suivants :

- l'ouverture de la porte du conteneur provoque l'arrêt du compresseur. Les opérations de maintenance sont effectuées porte ouverte, compresseur à l'arrêt et arrivée de gaz condamnée et consignée ;
- présence d'ouvertures en parties hautes et basses, pour la ventilation naturelle ;
- un bouton poussoir d'arrêt d'urgence est disposé à l'extérieur du conteneur de compression, près de la porte d'accès, et déclenchant les actions de sécurité suivante:
 - alarme sonore et visuelle localisée au conteneur ;
 - évacuation de la zone de compression ;
 - la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
 - l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
 - l'arrêt des compresseurs et de la distribution.
- un dispositif de détection incendie déclenchant les mêmes actions de sécurité qu'en cas d'activation d'un bouton poussoir d'arrêt d'urgence, auxquelles s'ajoute les modalités particulières suivantes :
 - évacuation du personnel de l'ensemble de l'établissement après levée de doute ;
 - purge du compresseur ;
 - arrêt de la ventilation mécanique du conteneur.
- un système de détection de gaz, déclenchant les actions suivantes, selon les seuils détectés :
 - à 10 % de la LIE (les actions s'entendent à l'échelle du conteneur ou de la zone de compression) :
 - alarme sonore et visuelle localisée au conteneur, dans le bureau de maîtrise, report visuel au local gardien et dans la zone de détection ;
 - analyse de la situation et recherche de fuite ;
 - arrêt des activités non liées à au point précédent, et évacuation du personnel concerné ;
 - déclenchement d'un dispositif mécanique de ventilation d'un débit de 2340 m³/h.
 - à 25 % de la LIE :
 - déclenchement des mêmes actions de sécurité qu'en cas d'activation d'un bouton poussoir d'arrêt d'urgence associé au conteneur, auxquelles s'ajoute la mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif.

La ventilation mécanique dans le conteneur dispose des caractéristiques suivantes :

- une commande manuelle de secours, forçant la mise en route, est placée à l'extérieur du conteneur ;
- elle continue de fonctionner a minima pendant une demi-heure en cas de mise en sécurité provoquée par le système de détection de gaz ;
- en cas de mise en sécurité déclenchée par une détection incendie, la ventilation mécanique est mise à l'arrêt.

Tout dysfonctionnement de la détection gaz ou de la ventilation mécanique doit entraîner la mise en sécurité des installations, dans les mêmes conditions que les actions engagées lors d'une détection de gaz dans une concentration supérieure à 25% de la LIE.

Article 8.1.2.3 - Compresseurs et annexes

Un dispositif de séchage et de filtration du gaz est installé en amont et en sortie de chaque compresseur et est maintenu en bon état de fonctionnement.

Le système de séchage est équipé d'un hydromètre permettant la mesure d'humidité avec affichage numérique des données sur un automate de supervision situé dans le local technique de la station de compression. Cet automate de supervision transmet en direct les informations au prestataire de maintenance qui, en cas d'anomalie détectée, intervient à distance sur le système, ou se déplace sur site pour la résolution du problème, dans un délai proportionné au niveau d'urgence.

En sortie du compresseur, le gaz, d'une pression comprise entre 250 et 300 bars, chauffé par la compression est refroidi par des échangeurs à eau en circuit fermé pour atteindre une température inférieure ou égale à 50 °C. Le débit de gaz total en sortie de l'ensemble des compresseurs en marche est limité à 4 000 Nm³/h.

Les compresseurs sont conçus pour opérer en toute sécurité et pour pouvoir fonctionner en continu en pleine charge. Ils sont munis d'un dispositif adapté qui protège le système contre des pulsations de pression inadmissibles.

Les compresseurs et leurs équipements annexes (conteneurs les abritant, raccords d'entrée et de sortie...) sont conçus et pourvus de moyens suffisants pour minimiser la transmission des vibrations mécaniques vers la structure.

Les compresseurs sont :

- munis individuellement d'une plaque accessible sur laquelle leurs caractéristiques sont reportées ;
- pourvus d'un compteur d'heures de marche ;
- équipés de moteurs ATEX ;
- équipés de filtres empêchant la pénétration des poussières, maintenus en bon état de propreté ;
- conçus de manière à ce que la pression maximale pouvant être atteinte soit inférieure à la pression de rupture des bouteilles constituant le stockage tampon GNC ;
- pourvus d'une détection de température et de débit sur le circuit de refroidissement et de lubrification du compresseur, couplés à des vannes automatiques (à sécurité positive) de sectionnement de l'alimentation gaz des compresseurs (coupure sur seuil haut ou bas). Ce circuit présente un affichage de contrôle ;
- en mesure de refroidir convenablement le gaz à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettant la mesure de la température du gaz sont implantés à

la sortie de chaque étage des compresseurs. La donnée obtenue est visualisable par l'affichage de l'automate de contrôle et d'acquisition des données (dit SCADA). Des soupapes de sécurité pouvant diriger le gaz vers l'évent principal de la plateforme de compression sont implantées à chaque étage de compression ;

- munis de pressostats de sécurité de pression de gaz couplés à des vannes automatiques (à sécurité positive) de sectionnement de l'alimentation gaz des compresseurs (coupure sur seuil haut ou bas) ;
- obligatoirement à redémarrage manuel. Il en est de même de la remise en service du système de régulation. Des voyants sont présents pour indiquer que les appareils sont sous tension et que les moteurs sont en fonctionnement. Les compresseurs se coupent en toute sécurité en cas de perte d'alimentation électrique ;
- sont équipés de dispositif anti-retour sur la tuyauterie de refoulement.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux. La séquence d'arrêt qui enclenche la fermeture de l'ensemble des vannes de sécurité inclut notamment une fermeture différée de la vanne d'isolement située à l'entrée du poste de compression, afin d'éviter toute aspiration d'air dans la conduite en dépression pendant l'arrêt d'urgence.

Article 8.1.2.4 - Consignes de sécurité et d'exploitation particulières applicables aux installations de compression

Les différentes opérations effectuées pour la vérification, le remplacement et la maintenance de l'ensemble des dispositifs (séchage, filtration, pressostat, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toutes les opérations ou constatations effectuées au cours de l'exploitation sont suivies dans un livret d'entretien. Les comptes-rendus des interventions prescrites par la réglementation sont annexés aux dossiers de contrôle dans lesquels sont rassemblés les documents concevant les divers éléments de l'installation (plans, états descriptifs, consignes d'exploitation, procès-verbaux ou certificats d'essais, etc.).

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation des opérateurs à la sécurité.

Article 8.1.2.5 - Compresseur de vidange

La zone de compression comprend un compresseur de vidange, permettant de soutirer du gaz comprimé depuis un réservoir de véhicule.

Il délivre un débit et une pression de gaz compatible aux tuyauteries à lesquelles il est raccordé. La pression délivrée ne peut excéder 3,5 bars.

Il est doté d'équipements de sécurité et fait l'objet des entretiens nécessaires à son fonctionnement en sécurité.

Toutes dispositions sont prises pour que l'utilisation du compresseur ne puisse entraîner la circulation du gaz dans un sens différent de celui prévu en marche normal.

Article 8.1.3 - Stockage de gaz comprimé

Article 8.1.3.1 - Implantation / Construction

Un stockage tampon de gaz en bouteilles, est installé dans une zone contigue à la station de compression dans une enceinte coupe-feu REI120, construite en matériaux incombustibles (classe A1). Les bouteilles sont directement alimentées par les compresseurs gaz.

La capacité maximale du stockage est de 31 500 litres répartis en 10 cadres (ou skids, constituant chacun une unité de stockage) de 21 bouteilles de 150 litres représentant une masse maximale autorisée au stockage est de 10 tonnes de gaz naturel comprimé (indépendamment des conditions externes de température).

Le GNC est stocké avec une pression maximale de 300 bars relatif. La pression ne peut excéder la pression nominale de service des bouteilles de stockage, qui sont équipées des accessoires de sécurité conformes à la réglementation en vigueur. Notamment, les soupapes sont tarées à 300 bars.

Le débit total pouvant être délivré en marche normale, par l'installation de stockage aux tuyauteries alimentant les appareils de distribution, est limité à 4 000 Nm³/h.

Les équipements contenant du gaz sont protégés de façon efficace contre la corrosion, quelle que soit son origine, et le gel. Ceux qui sont isolés du sol sont mis à la terre pour éviter tout danger d'électrification. Leur disposition permet un accès facile lors des travaux nécessaires à leur entretien et/ou en cas d'incident ou d'accident.

Le stockage de gaz en bouteilles est implanté de manière à respecter les distances minimales suivantes (distances mesurées à vol d'oiseau, sans tenir compte des obstacles) :

- 6 m des cuves de stockage gazole ;
- 5 m des postes de distribution GNC ;
- 3 m de l'ouverture du bâtiment le plus proche (administration).

Toutes dispositions sont prises pour supprimer la formation d'un jet enflammé en dehors des limites de l'établissement à partir du stockage de gaz en bouteille.

Un bouton d'arrêt d'urgence est placé dans le sas d'accès à la zone de stockage et déclenche les opérations de mise en sécurité suivante :

- alarme sonore et visuelle localisée à la zone de compression et de stockage ;
- évacuation de la zone de compression et de stockage ;
- la mise hors tension des équipements électriques à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptés en milieu explosif ;
- la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
- l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
- l'arrêt des compresseurs et de la distribution.

Article 8.1.3.2 - Dispositifs de sécurité

Lors des opérations de distribution, le gaz présent dans l'installation de stockage est déstocké en cascade par paliers, de manière à garantir un remplissage rapide des bus.

L'installation de stockage est équipée des éléments de sécurité suivants :

- de dispositifs d'ancrage/fixation pour éviter la chute des bouteilles ;
- de parois empêchant les chocs avec des véhicules circulant sur le site ;
- de soupapes de sécurité, au niveau des bouteilles, reliées à un événement, réglées pour la valeur de pression maximale de service et permettant une dépressurisation contrôlée du système ;
- d'un manomètre de pression, sur chaque unité de stockage (skid), ainsi que sur chacune des lignes de pressions (basse, moyenne et haute).
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage, pour chaque unité de stockage (skid) ;
- d'un système de détection de gaz déclenchant les mêmes actions de sécurité qu'en cas d'activation du bouton poussoir d'arrêt d'urgence visé à l'Article 8.1.3.1 - du présent arrêté, dès lors que le seuil de 25 % de la LIE est dépassé.

- d'un dispositif de détection incendie déclenchant les mêmes actions de sécurité qu'en cas de détection gaz, auxquelles s'ajoute l'évacuation du personnel de l'ensemble de l'établissement après levée de doute ;
- de vannes manuelles d'isolement implantées à l'extérieur, en amont et en aval des installations de stockage ;
- d'un dispositif automatique et à sécurité positive permettant de stopper l'arrivée du gaz vers le stockage dès que la pression maximale est atteinte sur le circuit ;
- d'un dispositif de dépressurisation à déclenchement thermique, judicieusement positionné, sur chaque cadre de bouteilles pouvant être isolé et permettant la dépressurisation automatique des bouteilles en cas d'incendie au niveau de l'installation de stockage de gaz. Le rejet se fait à au moins 3 mètres au-dessus du point le plus haut du stockage, au-dessus de toutes constructions sur le site (y compris d'un éventuel auvent) et à au moins à 3 mètres de la limite de site.

L'accès à la zone de stockage des bouteilles est limité au personnel qualifié et formé aux risques.

Article 8.1.3.3 - Travaux, consignes de sécurité et d'exploitation

Pour cet article, les dispositions s'appliquent indistinctement de la nature du stockage de gaz, que celui-ci soit réalisé en réservoir manufacturé ou en unité de stockage admissible au transport. Par commodité, le terme générique « unité de stockage » est préféré.

Préalablement à tous travaux par point chaud, un permis de travail et/ou permis feu est établi par l'exploitant.

La remise en état de la protection extérieure est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place sous réserve du respect des conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité de l'unité de stockage, des accessoires et des tuyauteries du dépôt ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre l'unité de stockage et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

Avant toute opération sur une unité de stockage, celle-ci est isolée du système (tuyauteries, etc.) de manière sûre et visible.

Après purge / vidange de l'unité de stockage, des prélèvements et analyses de son air résiduel sont réalisés pour s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive. Une fois la situation sûre, l'opération peut commencer.

Toutes les précautions nécessaires sont prises lors du remplissage de l'unité de stockage. En particulier, avant toute introduction de gaz combustible, l'air résiduel contenu est d'abord éliminé.

L'exploitant établit toutes les procédures nécessaires à la gestion des unités de stockage (purge, etc.).

Les unités de stockage et leurs équipements sont maintenus en bon état et inspectés périodiquement selon un programme de maintenance. Ces opérations sont consignées sur un registre.

Article 8.1.3.4 - Suivi en service des équipements sous pressions constituant les unités de stockage

Dans la mesure où les bouteilles mises en œuvre dans les unités de stockage (skids) sont marquées « π », ou les bouteilles sont incluses dans une unité de stockage (skid) marqué « π », conformément à la réglementation européenne en vigueur relative aux équipements sous pression transportables, ne sont plus utilisées comme un équipement sous pression transportable mais à poste fixe, l'exploitant fait définir les règles de suivi en service par un organisme habilité. Celles-ci sont tenues en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, il s'acquittera de l'ensemble des obligations rendues nécessaire, que ce soit en termes de modifications de l'installation, de recueils d'informations auprès du fabricant et de contrôle de suivi en service.

Article 8.1.4 - Dispositions applicables à la distribution de charge rapide de gaz

Article 8.1.4.1 - Flexibles de distribution

Les flexibles sont régulièrement vérifiés et changés aussi souvent que nécessaire. Leur durée de vie ne peut excéder six ans. Les flexibles ont leurs caractéristiques (année de fabrication, condition de conception, nom du fabricant et son identification) marquées distinctement sur leur longueur. La longueur du flexible est inférieure à 5 mètres.

Les flexibles ont une pression d'éclatement égale ou supérieure à quatre fois la pression de service maximale.

Le flexible ne touche pas le sol, ni lors de son utilisation ni en attente d'utilisation. À cette fin, il est équipé d'un dispositif approprié empêchant qu'il ne subisse une usure prématurée due à un contact répété avec le sol.

Le flexible est changé après toute dégradation.

La poignée de remplissage ne peut être alimentée en gaz qu'après son verrouillage mécanique à l'about du véhicule. De même, elle ne peut être déverrouillée qu'après dépressurisation. Le gaz issu de la dépressurisation est canalisé et évacué par l'évent associé à la zone de distribution.

En dehors des opérations de ravitaillement, les flexibles sont remisés en dehors de la piste où circulent les véhicules et maintenus d'une manière adéquate pour éviter la fissuration et le frottement. De plus, la tubulure de remplissage est remise de manière à éviter l'humidité et l'introduction de débris.

Chaque flexible est équipé d'un raccord cassant, se brisant en cas de traction anormale, et doté en amont et en aval de ce point faible d'un dispositif automatique qui arrête le débit en amont et empêche la vidange immédiate à l'air libre du produit contenu en aval de ce dispositif en cas de rupture. La force de coupure de ce dispositif est de 850 N maximum.

Les rapports d'entretien et de vérification portant sur les flexibles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.4.2 - Déclenchement et interruption du remplissage des réservoirs de bus

Pour permettre les opérations de remplissage des réservoirs de bus, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- l'appareil de distribution est équipé d'un dispositif manuel déclenchant le remplissage du réservoir après connexion du pistolet à l'about du réservoir ;
- lors de la charge rapide, l'opérateur formé aux risques « gaz » est présent à proximité de l'appareil de remplissage et en mesure de déclencher la coupure d'urgence. Le personnel dédié à la conduite des opérations de distribution de GNC est informé des instructions de service et de sécurité décrivant les opérations et contrôles à effectuer lors de l'opération de charge, qu'il applique lors des opérations de charge. Ces instructions opératoires sont disponibles au niveau de la zone de charge rapide.

Afin de prévenir le risque d'arrachage du flexible et de son dispositif de connexion à l'about du réservoir du véhicule pendant la phase de charge, les dispositions suivantes sont mises en place :

- le démarrage de chaque bus est rendu impossible tant que le flexible est raccordé à son réservoir ;

- des pressostats, asservis à la mise en sécurité de l'installation, déclenchent automatiquement l'arrêt de l'installation de distribution en cas de pression anormale ;
- un système de sécurité de type break-away (raccord cassant) est installé au niveau des flexibles permettant de stopper l'alimentation en gaz en cas d'arrachage de celui-ci.

Afin de stopper le chargement GNC lors de l'atteinte du niveau haut de remplissage du réservoir de bus, chaque appareil de distribution dispose des éléments suivants :

- un dispositif d'équilibrage de charge permettant d'interrompre automatiquement la distribution de gaz lorsque le remplissage du réservoir est atteint ;
- un bouton d'arrêt d'urgence déclenche les opérations de mise en sécurité suivante :
 - alarme sonore et visuelle localisée à la zone de distribution ;
 - évacuation de la zone de distribution ;
 - la coupure de l'alimentation en gaz en amont de la station de compression ;
 - l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
 - l'arrêt des compresseurs et des appareils de distribution.

Les boutons d'arrêt d'urgence sont clairement identifiés et ne peuvent être confondus avec un autre bouton de contrôle.

Le délai de fermeture des électrovannes est inférieur à 30 secondes.

L'ensemble de la chaîne de sécurité (détection automatique ou par arrêt d'urgence, transmission du signal, actionneurs, mise en sécurité) est testé périodiquement d'un seul tenant, à minima tous les douze mois. L'exploitant dispose des rapports d'essais qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.4.3 - Consignes de sécurité et d'exploitation particulières applicables aux installations de distribution

En plus de l'application des consignes d'exploitation et de sécurité déjà prévues dans le présent arrêté, l'exploitant veille à ce que les dispositions suivantes soient également respectées :

- le mode opératoire relatif à l'utilisation de la station-service gaz est affiché clairement, visiblement et de façon inaltérable sur les distributeurs, à proximité immédiate de chaque flexible ;
- l'affichage est complété par des messages de prévention et d'avertissements, portant à minima sur :
 - l'interdiction de fumer ;
 - l'obligation d'arrêter le moteur ;
 - les dangers potentiels représentés par l'installation (haute pression par exemple, et effet de refroidissement potentiel en cas de dépressurisation du système) ;
 - la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'incident (alarme, alerte, arrêt des pompes, attaque au feu, etc.).

Les zones de charge rapide sont équipées de moyens de lutte incendie entretenus et fonctionnels (extincteurs et couverture anti-feu).

Article 8.1.4.4 - Implantation

L'installation, composée de 4 postes de charge rapide, réservés spécifiquement au ravitaillement en GNC de bus et différenciés des installations de distribution de gazole, est implantée à l'entrée du centre bus

dans le prolongement exact des pistes et des portes sectionnelles existantes, à environ 2,50 mètres de l'aplomb du bâtiment, à l'air libre, sous un auvent qui présente les caractéristiques suivantes :

- la toiture de l'auvent est à simple pente,
- un écart de 1 m est laissé entre la toiture de l'auvent et le bâtiment principal,
- cette toiture est construite en matériaux incombustibles et légers limitant les risques de projection en cas d'explosion.

Une piste de charge complémentaire est positionnée sur le côté du bâtiment, en extérieur.

Les 5 pistes de distribution de GNC sont équipées chacune, d'un appareil de distribution disposé sur un îlot surélevé d'une hauteur suffisante, d'au moins 0,15 m, limitant les risques de collisions entre les engins avec les bornes, et équipés d'une barrière de protection pour les opérateurs et machinistes.

Lorsqu'une piste est utilisée en secours, elle est exclusivement dédiée à la circulation des bus (et pompiers) sans permettre la charge rapide. Cette piste de secours est signalée par des feux tricolores.

Les distributeurs sont positionnés de telle sorte que les véhicules aient un espace suffisant pour manœuvrer en entrant et sortant de leur position de ravitaillement.

Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les pistes et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant.

Le sol des zones dangereuses pouvant présenter une atmosphère explosive est traité afin d'éviter la formation d'étincelles par des objets métalliques.

Article 8.1.4.5 - Dispositifs de sécurité

En plus des dispositions particulières prévues à l'Article 8.1.4.2 - de la présente annexe, les installations de distribution GNV à charge rapide, sont équipées des dispositifs de sécurité suivants :

- d'un habillage en matériau incombustible (classe 1), avec l'arrivée du gaz en partie basse et la présence d'orifices d'aération en partie haute et basse des appareils. Ils sont également conçus, afin d'empêcher toute pénétration de gaz vers la ou les parties où sont présents des composants électriques/électroniques. Les équipements disposent d'un habillage capable de résister à l'émission d'un projectile par l'appareil de distribution et à un jet de gaz sous la pression d'utilisation pendant le temps nécessaire à la fermeture de la vanne d'entrée de l'appareil de distribution ;
- une protection physique évitant tout heurt avec un véhicule ;
- un raccord cassant au niveau de la tuyauterie de distribution, à chaque remontée au niveau des postes de distribution ;
- un système permettant de détecter une fuite de gaz telle que celle provoquée par l'arrachement d'un appareil de distribution et générant l'isolement en gaz de l'appareil de distribution ;
- des dispositifs mécaniques limitant le débit de charge à la valeur nominale des appareils distributeurs ;
- d'un système de dépressurisation avant déconnexion, le gaz étant évacué vers un évent tel que défini à la prescription de l'Article 7.3.6 - ;
- des soupapes de sécurité et dispositifs de limitation de la pression et température des gaz ;
- de poulies de remisage automatique des flexibles .

Article 8.1.4.6 - Distributeurs et annexes

L'acheminement du gaz dans les appareils distributeurs se fait naturellement par la pression contenue dans les bouteilles de stockage qui sont rechargées automatiquement par les compresseurs. Le gaz est délivré dans les réservoirs des bus à une pression de 200 bars.

Le gaz circule notamment via des tuyauteries en caniveau, depuis la plateforme de compression jusqu'aux postes de charge rapide. Chaque tuyauterie est isolable au départ de la plateforme de compression, depuis les bouteilles de stockage GNC, grâce à une identification du distributeur associé.

Le compteur de gaz (débitmètre massique) en place sur chaque appareil de distribution ne doit pas être à l'origine d'une explosion (alimentation électrique adaptée, et/ou compartiment étanche au gaz, etc.).

Article 8.1.4.7 - Consignes de sécurité et d'exploitation relatives aux installations de distributions de charge rapide

Dans la zone de charge rapide, la borne de gestion permet le fonctionnement simultané de 4 appareils de distribution. Le fonctionnement en simultané des 5 appareils de distributions de GNC est interdit.

Le distributeur de chaque piste assure de façon autonome le remplissage des véhicules et pilote les vannes des stockages.

Un panneau lumineux placé au-dessus de chaque piste indique aux chauffeurs les pistes en service.

Chaque distributeur est placé de telle sorte que le remplissage des bus s'effectue par le côté droit.

Un marquage au sol indique la façon dont les bus standards et articulés doivent se positionner.

Il est interdit d'alimenter un véhicule dont toutes les bouteilles n'auraient pas des caractéristiques de pressions et de température maximales de service au moins égales à celles du gaz distribué.

La charge rapide des véhicules doit être réalisée sur des réservoirs adaptés à ce type d'opération.

Un feu bicolore, situé après le poste de charge, signale au chauffeur la fin du plein.

En fin de charge, le tuyau de remplissage est débranché avec précaution afin d'éviter une émission de gaz, puis replacé convenablement sur le distributeur.

Le remisage de véhicules au niveau de la zone de charge rapide en dehors des opérations de ravitaillement est strictement interdit.

Article 8.1.5 - Bus GNC

Les bus GNC sont conformes au règlement UNECE R110, ou toute réglementation plus récente s'y substituant, ainsi qu'aux spécifications techniques prévus dans le dossier initial d'autorisation. Toute introduction, ravitaillement et/ou remisage de bus non conformes à ces spécifications techniques est interdit.

Tout véhicule fonctionnant au gaz ayant subi un accident avec dommages matériels sur le véhicule doit faire l'objet d'une vérification complète du système gaz. Il est interdit de mettre au remisage couvert tout véhicule gaz n'ayant pas fait l'objet de cette vérification.

En cas de réparation, les pièces de remplacement ont les spécifications d'origine et leur mise en œuvre correspond aux recommandations du constructeur.

Après toute intervention sur les tuyauteries ou des tubulures amenant le gaz, il est réalisé un contrôle du système en utilisant une méthode de détection de fuites appropriée pour vérifier toute la plage des pressions de service.

Les travaux réalisés sur les parties autres que les systèmes contenant du gaz ne doivent pas affecter l'intégrité du système gaz et l'avis d'une personne compétente est requis avant travaux.

L'exploitant s'assure de la bonne élimination des réservoirs réformés. Des justificatifs sont établis et conservés par l'exploitant.

Article 8.1.6 - Co-activité entre les installations / équipements gazole et gaz naturel

Tant que l'installation de distribution de gazole est présente, des mesures organisationnelles sont mises en œuvre, afin d'éviter les risques entre les nouvelles installations gaz et les installations gazole existantes.

Les procédures correspondantes sont rédigées, connues et appliquées par les personnels. Ces procédures sont également affichées dans les zones concernées.

Article 8.1.6.1 - Postes de charge à l'entrée du site – distances de sécurité

Les postes de charge rapide GNC et les postes de distribution gazole sont implantés sur la même zone au niveau de l'entrée du hall de remisage au sud du site.

Les postes de distribution gazole sont implantés sous couverture dans la halle d'avitaillement tandis que les postes de charge gaz sont implantés à l'extérieur sous un auvent devant le fronton de la halle d'avitaillement.

Les 4 pistes de charge principales sont communes aux deux types de motorisation (fonctionnant au gazole ou au GNC) de bus. Seule la piste de secours ne comporte qu'un poste de charge gaz.

La distance séparative entre ces deux types de distributeur est de 14 mètres.

Article 8.1.6.2 - Distribution de liquides inflammables et de gaz naturel ou de biogaz sur un même îlot

La distribution simultanée de gaz et de gazole est interdite sur une même piste.

L'appareil de distribution dédié au gaz naturel ou au biogaz est séparé de l'appareil de distribution dédié à la distribution de liquides inflammables par un passage libre d'au moins 1 mètre et par un aménagement au sol permettant d'éviter tout épandage de liquides inflammables à la base de l'appareil de distribution de gaz.

L'alimentation de l'appareil de distribution de gaz naturel ou de biogaz se fera par un cheminement distinct de celui des canalisations de liquide inflammable. Le fonctionnement d'un dispositif de sécurité sur l'installation gaz de l'appareil de distribution entraîne l'arrêt de la distribution de liquides inflammables. Le fonctionnement d'un dispositif de sécurité sur la partie dédiée à la distribution de liquides inflammables entraîne la fermeture de la vanne d'isolement en gaz de tous les appareils de distribution de gaz.

Article 8.1.6.3 - Gestion du dépotage d'un camion-citerne de gazole

En période transitoire, la simultanéité du dépotage d'un camion-citerne de gazole et de l'occupation des pistes de charge 1 à 3 est interdite. Conformément au dossier d'autorisation, l'exploitant met en place une procédure de gestion des flux des camions-citerne gazole (pour dépotage) et des bus GNC ainsi que les moyens techniques associés.

CHAPITRE 8.2 - STATION-SERVICE DE DISTRIBUTION DE GAZOLE

L'installation de distribution de gazole est exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 [NOR : DEVP1001974A], relatif aux prescriptions applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou de tout texte s'y substituant.

CHAPITRE 8.3 - ATELIERS DE MAINTENANCE DES BUS

L'atelier de maintenance des bus est exploité conformément à l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 [: NOR : DEVP0430152A] relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, ou de tout texte s'y substituant. Il respecte également les dispositions particulières ci-après.

Article 8.3.1 - Dispositions particulières

Les travaux, opérations et interventions sur les bus sont réalisés exclusivement en atelier et sont interdites dans les zones de remisage.

L'entretien et la réparation d'un véhicule fonctionnant au gaz sont réalisés par du personnel compétent, formé et habilité au préalable à la technique et au risque gaz. Avant toute intervention sur les bouteilles GNC ou le circuit GNC de l'autobus (uniquement celle sur le circuit haute pression), les véhicules sont préalablement purgés du GNC à l'aide du compresseur de vidange mentionné à l'Article 8.1.3.2 - de la présente annexe, par le personnel ayant les mêmes qualifications qu'exigées précédemment, selon une procédure définie par l'exploitant.

Cette procédure de vidange obligatoire sur circuit haute pression est affichée dans le hall de maintenance, connue et appliquée par le personnel.

Les réparations portées sur des véhicules gaz peuvent être effectuées dans l'atelier existant, sous réserve du respect des conditions particulières ci-dessous. L'atelier est doté des dispositifs de sécurité suivants :

- maintien en permanence d'une ventilation suffisante empêchant une accumulation de gaz, notamment en sous-face de toiture ;
- la toiture de l'atelier est équipée d'exutoires permettant l'évacuation des gaz et des fumées, conformes aux dispositions particulières prévues à l'Article 7.2.4 - de la présente annexe ;
- un système de détection gaz dans l'atelier déclenchant les actions suivantes selon le seuil détecté :
 - à 10 % de la LIE (les actions s'entendent à l'échelle de la zone ATEX concernées) :
 - alarme sonore et visuelle ;
 - analyse de la situation et recherche de fuite ;
 - arrêt des activités non liées à au point précédent, et évacuation du personnel concerné ;
 - arrêt de la ventilation dite de confort ;
 - ouverture des amenées d'air frais et des d'ouvrants exutoires ;
 - déclenchement de l'extraction d'urgence en toiture, dont le débit minimum est fixé à l'Article 7.3.4 - de la présente annexe .
 - à 25 % de la LIE :
 - alarme sonore et visuelle généralisée ;
 - évacuation du personnel de l'ensemble de l'établissement.
 - mise hors tension des équipements électriques de l'ensemble du centre bus à l'exception des organes de sécurité et installations électriques adaptées en milieu explosif.
 - l'arrêt du transfert des gaz entre le compresseur, le stockage et l'unité de distribution ainsi qu'entre les différentes sections de stockage, soit un isolement de chaque unité par fermeture des vannes de sécurité V1 à V28 ;
 - l'arrêt des compresseurs et des appareils de distribution.

- ouverture des exutoires et des amenées d'air frais de l'ensemble de l'établissement ;
- déclenchement de l'extraction d'urgence en toiture dans l'ensemble du remisage et de l'atelier de maintenance, dont le débit minimum est fixé à l'Article 7.3.4 - de la présente annexe ;
- un dispositif de détection incendie déclenchant les mêmes actions de sécurité qu'en cas de détection gaz supérieure à 25% de la LIE, auxquelles s'ajoute l'évacuation du personnel de l'ensemble de l'établissement après levée de doute, et à l'exception du déclenchement de l'extraction d'urgence ;
- l'intervention sur le système de gaz d'un bus en cas de suspicion de fuite, ne s'effectue qu'en extérieur sans équipement électrique non adapté aux atmosphères explosibles et après avoir coupé son alimentation électrique ;
- l'entretien d'une partie du système gaz ne peut s'effectuer que si les réservoirs sont isolés (à moins qu'ils soient nécessaires pour l'opération) et qu'il n'y ait aucune source potentielle d'inflammation à moins d'un mètre du système gaz ;
- toutes dispositions sont prises pour maintenir l'atelier en état de propreté permanent ;
- le stockage de matières combustibles et inflammables dans les zones de sécurité définies par l'exploitant est strictement interdit.

CHAPITRE 8.4 - REMISAGE INTÉRIEUR

Le remisage intérieur (dans les locaux couverts) des bus GNC est autorisé sous réserve du respect strict des dispositions prévues au TITRE 7 - et au TITRE 8 - (en ce qui concerne les dispositions applicables aux équipements et véhicules utilisant du gaz) de la présente annexe. Le type et le nombre de bus admis au remisage intérieur, ainsi que l'organisation des emplacements concernés correspondent aux hypothèses prises en compte dans le cadre des études visées à l'Article 7.2.1 - de la présente annexe.

Par ailleurs, l'organisation du remisage est effectuée de manière à écarter le risque de propagation d'un incendie d'un compartiment à un autre au sein du centre bus, notamment au regard des caractéristiques EI 60 des rideaux ignifugés et irrigués visés à l'Article 7.2.3.1 - de la présente annexe.

Le remisage fait l'objet d'un plan tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Celui-ci est annexé par les études ayant permis son élaboration et visant notamment à justifier de l'absence de risque prévisible de propagation d'incendie entre compartiment conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

Le remisage intérieur fait l'objet d'un zonage ATEX et bénéficie d'un système de détection gaz et incendie conforme aux dispositions de l'Article 7.3.5 - de la présente annexe. Ceux-ci déclenchent les mêmes actions de sécurité que celles relatives à l'atelier de maintenance prévues à l'Article 8.3.1 - de la présente annexe, le cas échéant localisée à la zone du remisage concernée.

Le cas échéant, l'exploitant prend les mesures nécessaires visant à retirer les bus GNC de tout ou partie des remisages couverts dès lors que les conditions de sécurité ne sont plus réunies.

TITRE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES PENDANT LA PHASE CHANTIER

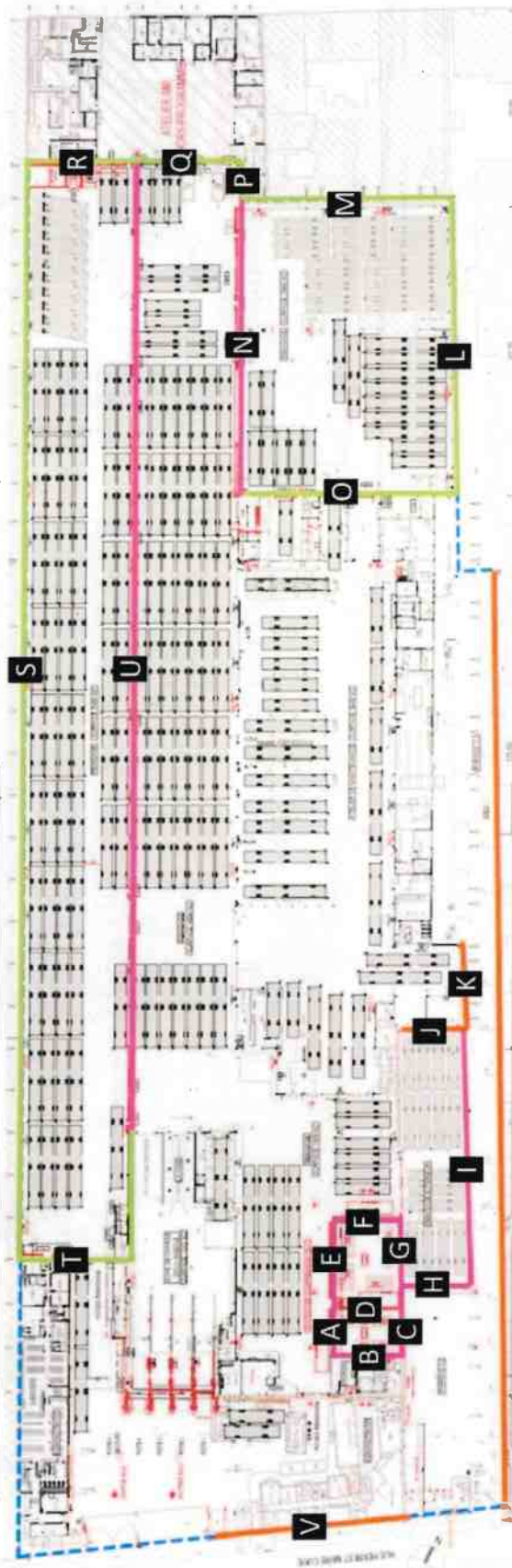
L'exploitant prend toutes les précautions permettant de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, pendant la phase chantier. A cette fin, il appliquera le Plan d'Installation de Chantier (PIC) décrit dans son dossier de demande d'autorisation (étude d'incidence, PJ5a), et tiendra à disposition de l'inspection des installations classées tout document, procédure, procès-verbal de réception, etc. justifiant de sa mise en œuvre effective.

Les dispositions adéquates sont prises afin de limiter les envois de poussières, et limiter les nuisances générées sur le voisinage par le bruit ou les vibrations.

Annexe II : Cartographies

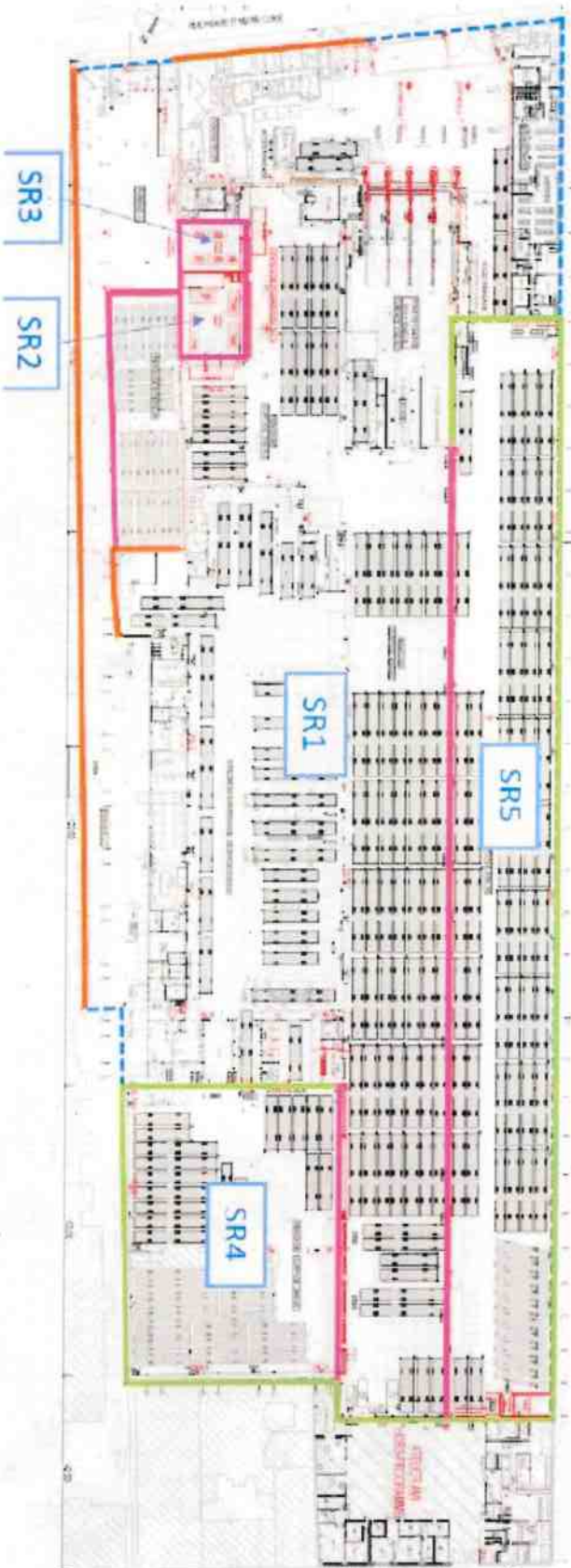
Nota : Les figures suivantes font apparaître des emplacements de bus faisant partie intégrante du fond de plan utilisé pour leurs créations. Les emplacements de bus modélisés ne constituent en aucun cas un plan de remisage conforme aux dispositions du présent arrêté, hormis pour le plan D-remisage des bus ci-dessous.

A. Parois coupe-feu visées à l'Article 7.2.3 - de l'annexe technique

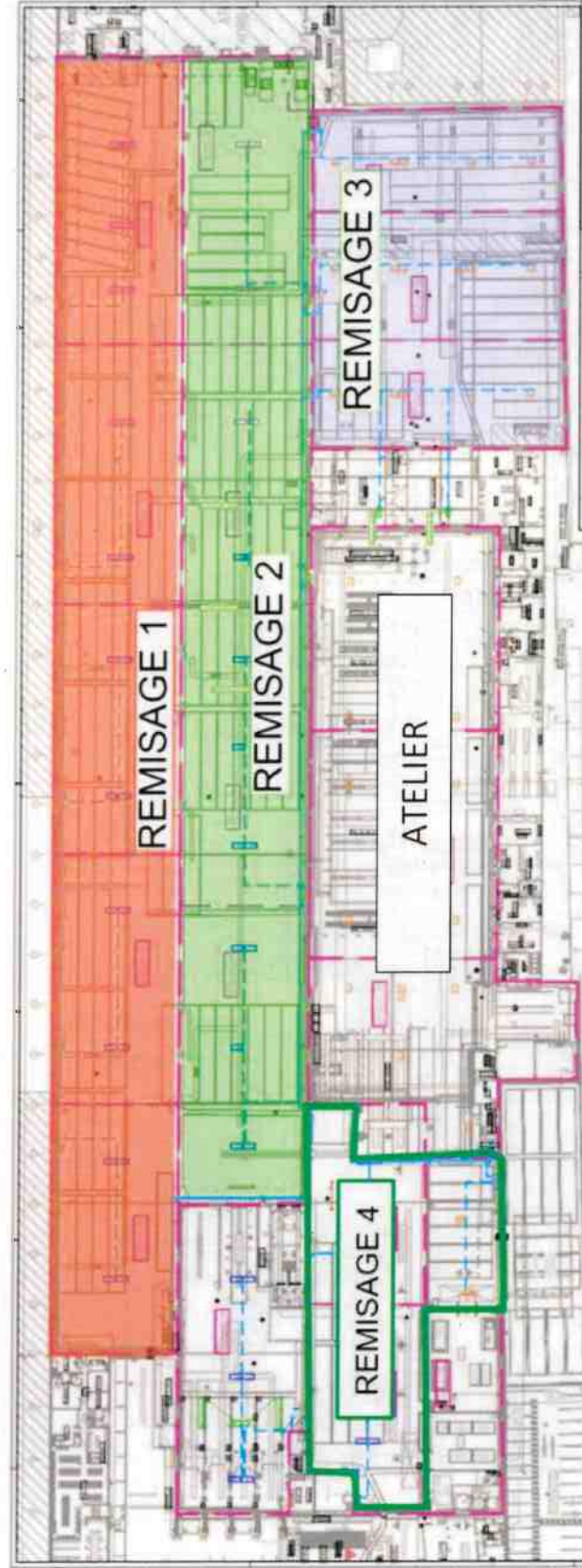


B.

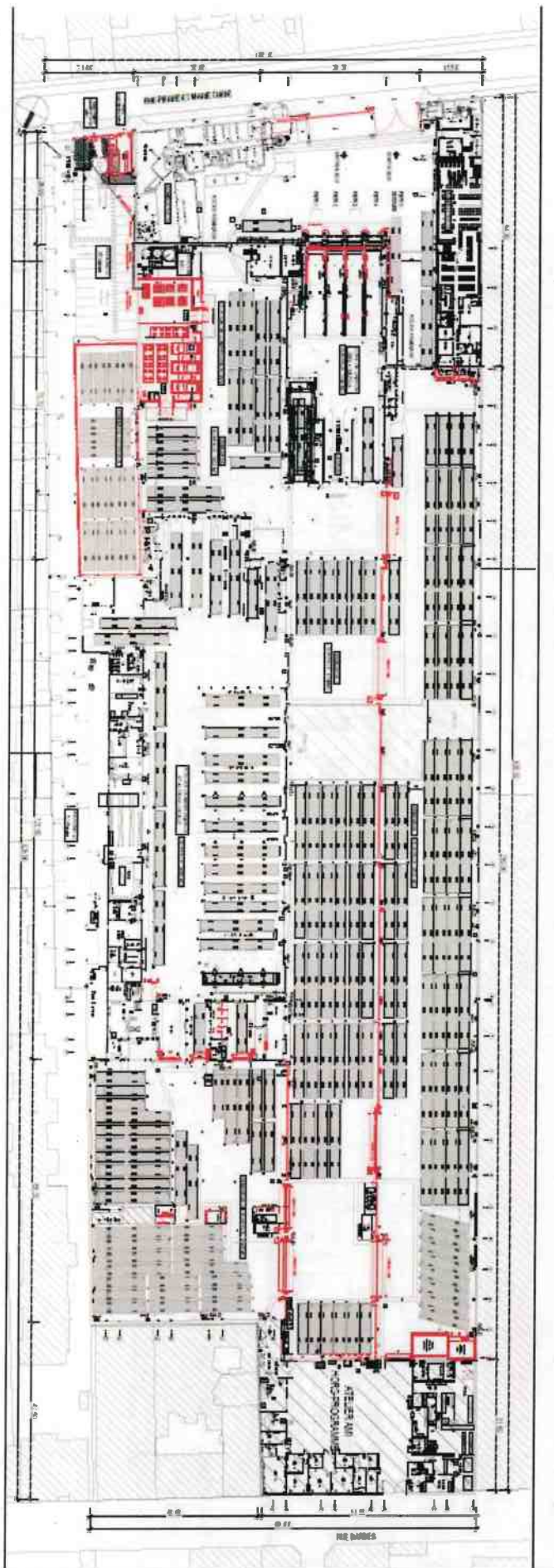
B. Surfaces de références



C. Implantation des zones de remisage et atelier



D. Remisage des bus



Annexe III : Dispositions transitoires et calendrier de mise en conformité

Afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant réalise les études et travaux nécessaires selon les échéances suivantes :

Article de l'annexe I	Disposition	Date limite de réception des travaux = conformité à la disposition
Article 7.2.3 -	Caractère REI 240 des parois du local huilerie	12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral
Article 7.2.4.1 -	Ouverture automatique et manuelle des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur : article complet à l'exception de la disposition « <i>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</i> »	31/12/2025
Article 7.2.4.1 -	Disposition : « <i>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</i> »	31/08/2026
Article 7.7.4 -	Mise en œuvre des éventuelles dispositions techniques et/ou organisationnelles identifiées à l'issue de l'étude sur la cinétique de ruine de la structure des bâtiments mentionnée à l'Article 7.2.2 -	01/07/2026
Article 8.1.4.5 -	Système permettant de détecter une fuite de gaz telle que celle provoquée par l'arrachement d'un appareil de distribution et générant l'isolement en gaz de l'appareil de distribution	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral

Dans l'attente des résultats de l'étude sur la cinétique de ruine de la structure des bâtiments susmentionnée et le cas échéant, de la mise en œuvre d'éventuelles nouvelles dispositions techniques et/ou organisationnelles rendues nécessaires par les conclusions de cette étude, les dispositifs d'alarme visuelle et sonore mentionné à l'Article 7.7.4 - de l'annexe I déclenchant l'évacuation de l'établissement s'actionnent sans temporisation.

